

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

CHAPITRE 30

**MINISTERE
DE L'AGRICULTURE ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	16
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	22
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	23
2.1.	PROGRAMME 391: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	24
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	25
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	25
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	28
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	40
2.2.	PROGRAMME 392: AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES	52
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	53
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	53
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	53
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	61
2.3.	PROGRAMME 393: MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET DE PRODUCTION	67
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	68
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	68
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	68
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	70
2.4.	PROGRAMME 394: GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE	75

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	76
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	76
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	76
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	78
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	81
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	82
3.2.	LEÇONS APPRISES	82
3.3.	PERSPECTIVES	82

NOTE EXPLICATIVE

Le Rapport Annuel de Performance (**RAP**) institué en annexe de loi de règlement par le régime financier de l'Etat de 2007 en son article 22 alinéa 3, présente les résultats obtenus par un département ministériel ou une institution constitutionnelle dans le cadre de l'exécution du Projet de Performance des Administrations (**PPA**) au cours d'un exercice.

Le MINADER engagé dans cette exigence légale depuis quatre ans, présente dans le cadre de la deuxième année du triennat (2016-2018), son rapport annuel de performance pour rendre compte de la performance projetée dans le PPA du même exercice en liaison avec son objectif stratégique qui est de : *«renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement»*.

Le RAP 2017 du MINADER présente les performances techniques obtenues par programme au cours de cet exercice, marqué sur le plan national par la mise en œuvre du programme économique et financier que le Gouvernement a conclu avec le FMI en juin 2017 et l'entrée en vigueur des appuis budgétaires.

Ce document comprend trois parties :

- le contexte de mise en œuvre des programmes en 2017 notamment marqué par le cantonnement des comptes 42, 45 et 47, intervenue courant février-mars 2017, l'insécurité transfrontalière conjuguée à la tension sociale dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ;
- l'état de mise en œuvre des programmes précisant les principaux résultats techniques et financiers obtenus au cours de l'exercice 2017 et les éléments d'analyse ;
- le bilan stratégique faisant le rapprochement entre l'objectif stratégique sus évoqué et les résultats obtenus, ainsi que les perspectives à prendre en compte dans le cadre de l'élaboration du PPA 2019.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Cameroun a adopté en 2009, un document de vision à l'horizon 2035. La volonté politique de l'Etat est de faire du **Cameroun, un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité**.

Cette volonté intègre quatre objectifs généraux à savoir : (i) réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ; (ii) devenir un pays à revenu intermédiaire ; (iii) atteindre le stade de nouveau pays industrialisé et ; (iv) renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique.

Dans la perspective de la réalisation de ces objectifs, un Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) a été adopté la même année pour couvrir les dix premières années de ladite vision.

Cette stratégie est centrée sur l'accélération de la croissance, la création d'emplois formels et la réduction de la pauvreté.

Le DSCE qui est la première articulation de la Vision 2035, trouve son point culminant en 2020 avec les objectifs majeurs suivants :

- porter la croissance à environ 5,5% en moyenne annuelle sur la période 2010-2020 ;
- ramener le sous-emploi de 75,8% à moins de 50 % en 2020 ;
- ramener le taux de pauvreté monétaire de 39,9% en 2007 à 28,7% en 2020 ;
- réaliser à l'horizon 2020 l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Ce document énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020, réaffirme la volonté du Gouvernement de poursuivre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (**OMD**) dans leur ensemble et se positionne désormais, conformément à la Déclaration de Paris, comme le cadre de référence de la politique et de l'action gouvernementale ainsi que le lieu de convergence de la coopération avec les partenaires techniques et financiers en matière de développement.

Il constitue de ce fait le vecteur de recherche, de croissance et de distribution des fruits de la croissance jusqu'aux couches les plus vulnérables de la population (*en particulier les femmes et les jeunes*) et aux localités les plus enclavées.

Ce document de référence a consacré au secteur rural, la mission de moteur de l'économie nationale, assurant durablement la sécurité alimentaire des populations et développant des pratiques agricoles innovantes et respectueuses de l'environnement. Cette option s'articule autour de quatre piliers:

- gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur agriculture et développement rural ;
- amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles ;
- modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricole ;
- gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture.

En outre, le Cameroun a signé le 17 juillet 2013, le pacte du Programme Détaillé du Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) ; qui a défini quatre domaines thématiques prioritaires ; développés dans le cadre de la formulation du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).

Ce PNIA doit jouer le rôle de cadre sectoriel de planification de la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) dont les objectifs sont les suivants :

- rendre les produits du secteur rural camerounais plus compétitifs et leur faire gagner des parts additionnelles sur les marchés sous régionaux et internationaux tout en permettant une couverture satisfaisante des besoins alimentaires et nutritionnels ;
- rendre plus performants les facteurs fondamentaux de production à travers la valorisation optimale des ressources en terre et en eau, l'amélioration du cadre de vie des producteurs ruraux et leur connexion aux marchés, l'amélioration de l'accès aux matériels, équipements et financements adaptés ;
- optimiser l'utilisation durable des ressources naturelles pour la promotion équilibrée de l'ensemble des filières, en tenant compte des contraintes de la préservation de l'environnement et de l'adaptation aux changements climatiques et ;
- créer les conditions favorables au développement du secteur en améliorant la Gouvernance, c'est-à-dire en impliquant tous les acteurs concernés, afin d'assurer de façon efficace et efficiente la planification, la programmation, la budgétisation, la mobilisation des financements, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du développement du secteur rural.

L'approche stratégique du PNIA repose sur *l'Agriculture de seconde génération*, dont l'objectif général est de générer une croissance durable du secteur, respectueuse du capital environnemental.

Cette approche vise à assurer la souveraineté, la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Cameroun à travers une modernisation raisonnée et équilibrée des systèmes de production.

L'Agriculture de seconde génération s'appuie à la fois sur les exploitations agricoles familiales et sur les exploitations de moyenne et de grande importance, tout en renforçant leurs complémentarités et favorisant leur intégration dans les chaînes de valeurs et leurs connexions aux marchés. Pour ce faire, l'Etat doit améliorer l'environnement institutionnel, promouvoir la formation, la recherche, l'appui conseil et la vulgarisation, investir dans les infrastructures structurantes (pistes de désenclavement, grands aménagements etc.) et faciliter l'accès à la terre et aux financements.

La loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat a mis en place un cadre rénové du système financier, budgétaire et comptable de la gestion publique. La réforme des finances publiques au Cameroun ainsi consacrée par la promulgation de cette loi exige un changement radical dans la gestion des finances publiques de l'Etat. La mise en œuvre graduelle de cette loi prescrit au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, ainsi qu'aux autres départements ministériels, de joindre aux projets de loi de finances, un document de budget élaboré sous la forme de Budget-Programme. Au terme de l'exécution annuelle de ce budget, il est prévu l'élaboration d'un Rapport Annuel de Performance (**RAP**) par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat qui est une évaluation de leur Projet de Performance des Administrations (**PPA**), conformément aux dispositions des points 20 et 43 de la circulaire n°00001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution de la Loi de Finances exercice 2017.

1.1.1. RAPPEL DES PRIORITÉS NATIONALES

Les orientations stratégiques nationales s'articulent autour de la vision **(2035)**. Cette vision se décline en quatre objectifs généraux :

- réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ;
- devenir un pays à revenu intermédiaire ;
- atteindre le stade de Nouveau Pays Industrialisé et ;
- renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique.

En effet, ces priorités ont défini en matière de :

Accélération de la croissance :

- le développement des infrastructures ;
- la modernisation de l'appareil de production ;
- le développement des ressources humaines ;
- l'intégration régionale et la diversification des échanges commerciaux ;
- le financement de l'économie.

Développement de l'emploi:

- l'accroissement de l'offre d'emplois ;
- la mise en adéquation de la demande d'emplois ;
- l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi.

Promotion de la gouvernance et de la gestion stratégique de l'Etat :

- la promotion de l'état de droit ;
- la gestion stratégique de l'Etat.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Le décret n°2005/118 du 15 avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, lui a assigné des missions précises en matière **agricole et développement rural**. Il s'agit de :

- l'élaboration, la planification et la réalisation des programmes gouvernementaux relatifs à l'agriculture et au développement rural ;
- la conception des stratégies et des modalités pour garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaire ainsi que du suivi de leur mise en œuvre ;
- l'élaboration et du suivi de la réglementation dans le secteur agricole ;
- la protection et du suivi des différentes filières agricoles ;
- l'amélioration quantitative et qualitative de la production et des rendements dans le secteur agricole ;
- la promotion des investissements dans le secteur agricole en liaison avec le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique ;

- la promotion de la mécanisation dans le secteur agricole ;
- la promotion des petites, moyennes et grandes exploitations dans le secteur agricole en liaison avec le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat ;
- l'identification et la promotion de nouvelles productions agricoles pour l'exportation ;
- la protection phytosanitaire des végétaux ;
- la collecte, la production et l'analyse des statistiques agricoles ;
- la coordination de la gestion des situations de crise en matière agricole ;
- la vulgarisation agricole en liaison avec le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et les Administrations concernées ;
- suivi des normes dans le secteur agricole ainsi que du contrôle de leur application ;
- suivi des organisations professionnelles agricoles ;
- suivi des coopératives agricoles ;
- la diffusion de l'information et des conseils agricoles auprès des producteurs en liaison avec le Ministère de la Communication ;
- suivi des écoles de formation des personnels agricoles en relation avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, à l'exclusion des établissements d'enseignement relevant des Ministères chargés des questions d'enseignement ;
- la promotion du développement communautaire ;
- l'encadrement des paysans ;
- la participation à la planification et au suivi de la réalisation des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, en liaison avec les Ministères compétents.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural exerce sa tutelle technique sur :

- la Cameroon Development Corporation (CDC) ;
- la South West Development Authority (SOWEDA) ;
- la Mission de Développement du Nord-Ouest (MINDENO) ;
- la Société de Développement du Cacao (SODECAO) ;
- la Société de Développement du Coton (SODECOTON) ;
- la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY) ;
- la Upper Noun Development Authority (UNVDA) ;
- l'Office Céréalière ;
- l'Unité de Traitement Agricole par Voie Aérienne (UTAVA) ;
- le Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (CENEEMA) ;
- la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF).

1.1.1. RAPPEL SYNTHÉTIQUE DES PERFORMANCES PASSÉES

L'évaluation de l'exécution du budget du MINADER sur **les trois dernières années** s'articule autour des programmes suivants :

- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles ;
- la modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricoles ;

- la gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture;
- la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous-secteur agriculture et développement rural.

1.1.1.1. BILAN TECHNIQUE

Sur le plan technique, les moyens dégagés au MINADER ont permis la réalisation de plusieurs activités dont les plus importantes se présentent ainsi qu'il suit par programme :

PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES

Les activités réalisées dans le cadre de ce programme avaient pour but de promouvoir le développement des filières agricoles à fort enjeu de valeur ajoutée, de recette en devises et de sécurité alimentaire. Parmi celles-ci, on peut citer : le cacao, les cafés, l'hévéa, la banane dessert, le coton, le palmier à huile, le bananier plantain, le maïs, le riz, le soja, le sorgho, le manioc, la pomme de terre, etc.

Ces activités avaient consisté notamment :

- à la fourniture de semences et plants améliorés, des engrais et pesticides aux producteurs ;
- au développement des opérations post récolte ;
- à la formation des Acteurs ruraux aux techniques modernes de production.

En ce qui concerne les semences et plants, le MINADER avait procédé à :

- la poursuite de la réhabilitation des fermes semencières existantes ;
- l'intensification de la contractualisation et la formation des pépiniéristes privés pour la production massive des plants de cacaoyer, de caféiers arabica et robusta, de bananier plantain et d'arbres fruitiers ;
- la poursuite de la mise en œuvre du programme biennuel d'acquisition de plants in vitro de bananiers plantains auprès de l'IRAD ;
- la poursuite des opérations de promotion de la production locale des semences hybrides de maïs conformément aux termes de la convention signée avec l'IRAD ;
- la multiplication des parcs à bois et des champs semenciers pour la production des boutures de manioc permettant de disposer du capital végétal nécessaire pour la production à grande échelle du manioc destiné à l'approvisionnement des unités de transformation de manioc en amidon et en farine de haute qualité à l'instar de l'usine de Sangmélina;
- la formation des pépiniéristes sur les techniques de multiplication de masse des plants de cacaoyers et caféiers, notamment le greffage à trois semaines et le bouturage ;
- la mise en œuvre des volets relance des filières cacao et cafés et diversification des cultures en zone cotonnière du Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole (PAPA) financé par l'Union Européenne ;
- le financement de la mise en place des champs semenciers privés de maïs pour une production attendue de près de 800 tonnes de semences de base et de 600 tonnes de semences certifiées ; toute chose qui permettrait de combler rapidement le déficit dans le pays ; le MINADER a également mobilisé en tant que de besoin son dispositif de veille pour la protection des vergers. D'importantes quantités de pesticides ont été distribuées, de même que des atomiseurs, des pulvérisateurs et des kits de protection corporelle nécessaires pour couvrir

une superficie d'environ 30 mille hectares de cacaoyers et de caféiers. En conséquence, les attaques de chenilles défoliatrices sur les cacaoyers ont été maîtrisées. Les oiseaux granivores et les sautereaux sont en constante surveillance dans l'Extrême Nord, le Nord et les autres régions du pays.

En ce qui concerne la fertilisation du cacaoyer et des caféiers, le MINADER a distribué plusieurs tonnes d'engrais aux cacaoculteurs et caféiculteurs.

L'appui à l'installation des jeunes agriculteurs a été poursuivi sur plusieurs sites. Au total, 170 jeunes ont été accompagnés dans leurs micro bassins avec 110 logements construits/aménagés, 11 forages ou adductions d'eau construits et 31 km de routes ouvertes /aménagées ; 80 jeunes agriculteurs ont été retenus pour être appuyés dans leurs exploitations. Les organisations professionnelles agricoles quant à elles ont reçu des formations diverses. Par ailleurs, un accent a également été mis sur l'implication du monde des affaires dans l'activité agricole en vue de la création d'exploitations agroindustrielles modernes. Dans cette perspective, les échanges avec le Groupement Inter patronal du Cameroun (**GICAM**) ont été poursuivis pour la formalisation du projet « **un patron, une exploitation** ».

En matière de valorisation des produits du cru, la création d'une base de données sur les technologies performantes et adaptées, respectant les normes et les standards internationaux est en cours au MINADER.

En vue de permettre aux acteurs ruraux de bien maîtriser les différents maillons de la chaîne de valeur dans différentes filières pour plus d'efficacité et de compétitivité, un forum sur la qualité du cacao camerounais a été organisé et il est envisagé la création des centres d'excellence spécialisés par filière. En outre, un projet de capacitation des acteurs de la filière cacaoyère (National Cocoa Academy) avait été mis en place.

En ce qui concerne la filière maïs : 3 400,71 tonnes de semences ont été conditionnées et 3 149,084 tonnes de semences distribuées.

Au niveau de la filière racines et tubercules, trois spéculations avaient été ciblées : la pomme de terre, le manioc et l'igname.

Pomme de terre : 271,1 tonnes de semences de base de classe A acquises ont permis de mettre en place, 93 ha de parcelles semencières. Il y est attendu une production d'environ 930 tonnes de semences certifiées.

Par ailleurs, 387 tonnes de semences certifiées avaient été distribuées à 7 724 producteurs afin de produire 3 100 tonnes de pomme de terre de rente sur 258 ha.

Dans le cadre de la fertilisation de la pomme de terre, 1 006 tonnes d'engrais organique, 110 tonnes d'engrais minéraux avaient été distribués aux bénéficiaires.

Manioc : 100 ha de champs de multiplication de matériel végétal de base avaient été entretenus ;

10 ha de nouveaux champs de multiplication de matériel végétal de base avaient été créés ;
4,5 millions de boutures de manioc prélevées dans les champs de multiplication du programme et distribuées aux semenciers et producteurs pour la mise en place de 350 nouveaux ha de champs semenciers et 100 ha de champs de production ;

1,5 millions de boutures avaient été achetées auprès des semenciers privés avec l'appui du

Programme d'Investissement du Développement des Marchés Agricoles (**PIDMA**). Ces semences sont en cours de distribution.

Spécification technique de 10 équipements de transformation disponibles en vue de leur fabrication et de leur remise aux producteurs dans les prochains jours.

Igname : 7 ha des champs de multiplication de semences de base avaient été mis en place à Batchenga et à Mbé.

Filière banane-plantain : 07 hectares de champs semenciers avaient été créés ;

*1 600 000 plants produits et distribués ;

*1 333 ha de champs de production créés par les producteurs :

*141 bénéficiaires ont été formés :

*les rendements sont améliorés, avec une variation de 4-7 tonnes/ha à 16,5 tonnes/ha.

La production attendue après la mise en place de ces champs est de 21 995 tonnes de banane plantain.

Filière riz : la superficie repiquée est de 7 638 ha, pour une production de paddy de 46 554 t. Il convient de rappeler qu'une opération d'acquisition de près de 1 800 tonnes de paddy et de près de 200 tonnes de semences produites par les riziculteurs est en phase de lancement. Actuellement, plus de 12 000 termitières avaient déjà été traitées.

En matière de riziculture pluviale de plateaux en zone de forêt à pluviométrie bimodale, *21,1 tonnes de semences avaient été multipliées et 1909 producteurs formés. Au total, 21, 775 tonnes de semences avaient été distribuées pour couvrir 311 ha de superficies. La production qui y était attendue est de 622 tonnes.

La relance des filières cacao/café avait permis de produire et de distribuer 6 769 713 plants de cacaoyers, 260 000 plants de caféiers robusta, 2 546 820 plants de caféiers arabica. Par ailleurs, 22 500 géniteurs de cacaoyer avaient été multipliés, 2,5 ha de champs semenciers de cacaoyers créés, 36,5 ha de champs semenciers de cacaoyers entretenus.

Il est judicieux de signaler que :

- 9 604 cabosses de cacaoyers avaient été produites pour une production attendue après 5 à 6 ans de 240,1 tonnes ;
- 17 ha de champs semenciers de caféier arabica entretenus ;
- 19,5 ha de champs semenciers de caféier robusta entretenus ;
- 4 ha de parcs à bois de caféier robusta créés ;
- 2 ha de parcs à bois de caféier robusta réhabilités et ;
- 2 162 848 boutures racinées de caféier robusta produites pour une production de 1 082 tonnes de café marchand.

PROGRAMME DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET DE PRODUCTION AGRICOLE

Dans le cadre de ce programme, le MINADER avait transféré des ressources aux communes

afin de construire et équiper plusieurs infrastructures socio-économiques et communautaires (marchés, cases et magasins, forages et puits améliorés, voies d'accès aux fermes semencières, pontons et routes agricoles de désenclavement).

Sur le plan de l'offre des services financiers, le MINADER a procédé au refinancement des Etablissements de Micro-finance Rurale et continue d'apporter des appuis importants aux Mutuelles Communautaires de Croissance (MC2) et aux Caisses d'épargne villageoises autogérées. D'autres financements ont été mobilisés au profit des organisations professionnelles agricoles pour le financement de leurs activités.

Le bilan technique de ce programme a été encourageant, au regard des résultats enregistrés à mi-parcours.

En matière d'aménagement des bas-fonds, 38 ha de grands périmètres irrigables ont été aménagés et équipés, au profit de 15 groupes de 2 à 4 ha chacun.

Pour la construction et l'équipement des points d'eau en milieu rural, 265 puits et forages équipés ont été réalisés.

Il convient de dire que 12 cases communautaires ont été achevées.

367 km de routes agricoles rurales ont été ouvertes et réhabilitées.

L'aménagement des ouvrages d'art sur les routes agricoles comptait à cette période, 35 ouvrages d'art.

PROGRAMME DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE

Dans le cadre de ce programme, le MINADER, en marge des concertations permanentes avec le Ministère des Domaines, des Affaires Foncières et du Cadastre pour la mise à disposition des terres agricoles aux opérateurs désirant investir dans l'agriculture, avait préparé et soumis à la hiérarchie le projet de création de l'agence de gestion et d'aménagement des terres agricoles. De plus, la carte de vocation des sols a été finalisée et un projet d'équipement des postes agricoles en postes d'observations climatiques sommaires a été réalisé dans le but de disposer d'informations nécessaires pour un conseil agricole efficace et une meilleure maîtrise de la production.

Enfin, la mise en œuvre du plan directeur de l'hydraulique agricole avait effectivement démarré et s'est poursuivie avec l'intensification de la micro-irrigation.

PROGRAMME DE GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Le MINADER dans le cadre de ce programme avait mis un accent particulier sur le renforcement des capacités des acteurs ruraux et le renforcement des capacités des structures sous sa tutelle.

C'est à cet effet que :

- l'acte uniforme Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA)

sur les coopératives en cours de vulgarisation et le processus de structuration des producteurs en coopératives s'est poursuivi ;

- la poursuite de la mise en œuvre et l'animation des cadres de concertation au niveau national et régional et de la plateforme des organisations professionnelles agropastorales ;
- la préparation technique et administrative du recensement général de l'agriculture s'est poursuivie ;
- les chantiers de construction et d'équipement des bâtiments abritant les divers services du MINADER avaient été réalisés ;
- un conclave avait été organisé entre l'Etat, les universités et les professionnels du secteur sur «les besoins en personnels devant soutenir l'agriculture de seconde génération» ;
- un business forum avait été organisé dans le cadre Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) pour le financement du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) ;
- les études diverses avaient été réalisées et d'autres en cours de réalisation, notamment :
 - l'étude de faisabilité du programme d'investissement et de développement des marchés agricoles avait consacré la contractualisation de l'activité agricole ;
 - l'étude avait été faite sur la modélisation du secteur agropastoral ;
 - le déroulement des enquêtes préliminaires du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage s'est poursuivi ;
 - la révision de la Stratégie de Développement du Secteur Rural avait eu lieu ;
 - les stratégies de relance de la cacao-culture et de la caféiculture ont été élaborées ;
 - la stratégie nationale de développement durable de la filière palmier à huile avait été élaborée ;
 - la stratégie de développement de la filière coton avait été élaborée ;
 - le plan de développement de l'hévéaculture villageoise avait été élaboré.

1.1.1.3. PERSPECTIVES

Contexte pour les perspectives

Les perspectives du MINADER pour l'année 2017 sont élaborées dans un contexte marqué par plusieurs événements à savoir :

- la persistance de la crise économique et financière internationale avec son implication sur l'économie du Cameroun en général et sur le secteur agricole en particulier ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ;
- la consolidation de l'application du budget programme ;
- la poursuite de la mise en place de l'option de la décentralisation prise par le Cameroun dans la loi fondamentale ;
- la signature du Plan National d'Investissement Agricole ;
- la mise en œuvre des engagements pris par les Chefs d'Etats à MAPUTO sur la proportion des budgets nationaux à réserver à l'agriculture prise dans son sens large en 2003 ;
- la poursuite du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage ;

- Elles sont aussi conçues sur la base des défis majeurs que lui imposent les fonctions essentielles et vitales qu'assure le secteur agricole et rural, à savoir :
 - garantir la sécurité alimentaire des ménages et de la nation ;
 - contribuer à la couverture des besoins alimentaires des pays voisins, compte tenu de la forte demande de la sous- région ;
 - approvisionner le pays en devises grâce aux exportations ;
 - contribuer à la réduction du chômage rural à travers la création d'emplois ;
 - contribuer à la paix et la stabilité sociale.

Perspectives 2017

Ces perspectives se résument à travers les quatre leviers ci-après :

- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles ;
- la modernisation des infrastructures du monde rural et de production ;
- la gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture ;
- la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous-secteur agriculture et développement rural.

Il est question de poursuivre le développement des filières stratégiques, en intensifiant les systèmes de production paysans.

La poursuite du développement des filières agricoles en vue d'une mobilisation optimale des réserves de productivité, de valeur ajoutée et de compétitivité et d'une bonne mise en œuvre de l'agriculture de seconde génération passe par :

- la maîtrise totale de la production et de la distribution des semences et plants améliorés à haut rendement ;
- la maîtrise de la protection des vergers ;
- le renforcement et le développement du mouvement coopératif ;
- la maîtrise de la collecte et de la diffusion de l'information agricole up to date, notamment les informations liées au recensement agricole, au système d'information sur les marchés, au système d'information agro-météorologique, au système d'information sur les sols et leurs vocations agricoles ;
- la maîtrise de l'eau pour pallier les effets du changement climatique et produire en toute saison de l'année ;
- la maîtrise des marchés agricoles ;
- la maîtrise de l'accès aux financements et à la terre.

C'est dans cette perspective que le MINADER entend, outre la poursuite des actions déjà engagées, mener les actions suivantes :

- opérationnaliser sans délai le fonctionnement des fermes semencières de première catégorie ;
- intensifier la formation des brigades villageoises en protection des vergers cacao et cafés et acquérir les instruments nécessaires à la protection totale du verger ;

- promouvoir les systèmes d'irrigation adaptés à la taille des exploitations ;
- promouvoir les activités de valorisation des produits agricoles du cru ;
- opérationnaliser véritablement le projet d'investissement et de développement des marchés agricoles;
- relancer les actions en vue de l'opérationnalisation de l'agence de gestion et d'aménagement des terres agricoles ;
- poursuivre l'organisation des foires agricoles régionales de fin d'année pour atténuer la hausse des prix des denrées alimentaires en cette période de forte demande ;
- organiser un forum national sur l'agriculture afin de mettre définitivement en place les bases de l'agriculture de seconde génération ;
- intensifier la formation des acteurs ruraux aux nouvelles technologies de production, de transformation et de commercialisation des produits à travers la création des centres d'excellence des filières agricoles;
- opérationnaliser le grand projet d'aménagement de la plaine centrale en vue de l'installation des investisseurs;
- organiser la table ronde des bailleurs dans le cadre du PDDAA ;
- mettre en œuvre le projet de développement de l'arboriculture ;
- poursuivre sur le terrain les activités relatives au recensement général de l'agriculture et de l'élevage etc.

Les activités du MINADER ont fondamentalement porté sur :

- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles ;
- la modernisation des infrastructures du monde rural et de production agricole ;
- la gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture ;
- la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous-secteur agriculture et développement rural.
- L'exécution du budget au MINADER au titre de l'exercice 2015 a subi l'influence du contexte qui a prévalu durant cette période.

[1] (Unité millions FCFA)

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Ce contexte s'appréhende à la mesure de l'influence substantielle des instruments juridiques d'importance qui ont prévalu, mais aussi des faits majeurs qui ont impacté l'exécution des différents programmes.

1.1.1. INSTRUMENTS JURIDIQUES

Un certain nombre d'instruments mis en place dans le cadre institutionnel ont impacté le contexte d'exécution des différents programmes.

ü ***Loi N° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat***

- Elle matérialise le changement radical dans la gestion des finances publiques au Cameroun à

travers des paradigmes nouveaux, à travers une mise en œuvre plus efficace et efficiente des programmes de politiques publiques, afin de promouvoir la Gestion Axée sur les Résultats et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (**OMD**) « aujourd'hui Objectifs du Développement Durable (**ODD**) » consignés dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (**DSCE**). Il en découle un accroissement de la responsabilisation des différents acteurs politiques et administratifs. La mise en œuvre graduelle de cette loi prescrit au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, ainsi qu'aux autres départements ministériels, de joindre au projet de loi de finances, un document de budget élaboré sous forme de Budget-Programme. Le programme en tant que support de présentation des crédits budgétaires par finalité socioéconomique et définissant le cadre budgétaire de mise en œuvre des politiques publiques se trouve être au cœur de cette nouvelle approche.

ü **Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DCSE)**

Instrument phare de déclinaison des politiques publiques. Il renferme la vision de « **faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035** ». Relativement au secteur de l'agriculture et développement rural, l'objectif stratégique dévolu au MINADER consiste à « **renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement** ».

- **Décret n°2005/118 du 15 avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, lui a assigné des missions précises en matière agricole et développement rural.**

- Il décline les attributions du département ministériel ainsi que son cadre structurel, organique et fonctionnel.

- **Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement :**

- Il donne des précisions sur les missions du département ministériel.

- Directives présidentielles

- Elles sont contenues dans ses discours du 17 janvier 2011 prononcé à l'ouverture du Comice agropastoral d'Ebolowa, du 03 novembre 2011 prononcé devant l'Assemblée Nationale à l'occasion de la prestation de serment, du 04 octobre 2011 prononcé à Maroua lors de la campagne électorale, ceux prononcés les 31 décembre 2012 et 2013 à la Nation et la circulaire relative à la préparation du budget 2016.

- **Circulaire n°00001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés pour l'exercice 2016.**

Elle explicite la mise en œuvre du budget programme dans ses volets pratiques pour les différents intervenants de la chaîne budgétaire.

Au regard des instruments susvisés, les principaux défis à relever par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural portent sur :

- l'accélération de la croissance ;
- la modernisation du monde rural ;

- la réduction de la pauvreté en milieu rural ;
- la sécurité alimentaire ;
- la gestion durable des ressources naturelles. Au cours de l'exercice 2017, un certain nombre de faits majeurs ont marqué l'exécution des différents programmes.

1.1.2. RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES

La réalisation de la vision stratégique ci-dessus énoncée passe par les 04 programmes ci-dessous.

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 391

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL						
	Actions du programme	Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du MINADER	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance au MINADER	50	80	Niveau Central et Déconcentré
02	ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au MINADER	Documents de la planification et de la programmation produits annuellement dans les délais au MINADER	0	0	Niveau Central
03	GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE	Assurer une bonne exécution financière des programmes au MINADER	Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais au MINADER	0	0	Niveau Central et Déconcentré

04	DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques au MINADER	Annuaire statistique produit annuellement au MINADER	0	0	Niveau Central
05	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	Accroître qualitativement les ressources humaines au MINADER	Taux de mise en œuvre du cadre organique au MINADER	0	0	Niveau central et déconcentré
06	AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL	Doter les services d'infrastructures et équipements adéquats au MINADER	Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe au MINADER	0	0	Niveau central et déconcentré
07	DEVELOPPEMENT DES TIC	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du MINADER	Taux de mise en œuvre du Schéma directeur informatique au MINADER	0	0	Niveau central et déconcentré
08	CONTROLE ET AUDIT INTERNE	Améliorer le fonctionnement et la performance des services au MINADER	Nombre de rapports de mission au MINADER	0	0	Niveau central et déconcentré
09	CONSEIL JURIDIQUE	Veiller au respect des droits et règlements au MINADER	Proportion de projets de texte Élaborés dans les délais au MINADER	0	0	Niveau central
10	COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE	Accroître la visibilité des actions menées au MINADER	Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique au MINADER	50	175	Niveau Central
11	GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	Améliorer la gestion des ressources documentaires au MINADER	Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel	0	0	Niveau Central

1 2	GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	Améliorer la gestion des ressources documentaires au MINADER	Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel	0	0	
--------	--------------------------------------	--	---	---	---	--

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 392

AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES AGRICOLES						
	Actions du programme	Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION VÉGÉTALES	Augmenter le niveau de production des filières stratégiques	Taux de croissance du PIB agricole	3,2	8	Territoires National
02	DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES	Améliorer la qualité des produits agricoles	Proportion des principaux produits agricoles normés et labélisés au Cameroun	5	30	Territoire national
03	REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE	Améliorer quantitativement et qualitativement le niveau de sécurité alimentaire de l'ensemble des populations	Proportion de la population nationale touchée par l'insécurité alimentaire	10	5	Niveau Central et Déconcentré
04	DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES INTRANTS AGRICOLES.	Améliorer la qualité des intrants agricoles	Proportion des intrants agricoles normés et labélisés au Cameroun	40	75	Territoire National

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 393

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET DE PRODUCTION			
	Actions du programme	Objectif	Indicateurs

			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU SECTEUR	Améliorer l'accès des exploitations agricoles, (petites et moyennes au financement)	Proportion des exploitations agricoles (petites et moyennes ayant reçues les subventions et/ou crédits)	15	40	Territoire National
02	DÉVELOPPEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES	Mettre en place les conditions de valorisation optimale de ressources en terre	Superficie de terres agricoles aménagées	10	25	Territoire National
03	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL	Améliorer le cadre de vie des populations rurales	Nombre d'arrondissements ayant accès aux services de base (Points d'eau, Pistes)	79	280	Territoire National
04	SOUTIEN À L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES	Améliorer l'accès des exploitants agricoles au matériel et aux équipements mécanisés	Nombre de tracteurs pour 1000 ha (motoculteurs et tracteurs)	0,13	0,5	Territoire National

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 394

GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE						
	Actions du programme	Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	AMÉLIORER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE	Mettre en œuvre un plan national d'affectation des terres agricoles	Pourcentage des terres agricoles effectivement affectées	2,8	10	Territoire National
02	AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU	Mettre en œuvre les projets d'aménagement des ressources en eau	Superficies des terres agricoles irriguées	33 000	100 000	Territoire National

03	AMENAGEMENT DES RESSOURCES PEDOLOGIQUES	Restaurer la fertilité des sols	Superficies des terres bénéficiant des techniques de conservation	35 000	200 000	Territoire National
----	--	------------------------------------	--	-----------	------------	------------------------

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017

La mise en œuvre des programmes a globalement été marquée par :

- une insécurité transfrontalière persistante ;
- une crise sociale dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ;
- la destruction des cultures par des animaux et des nuisibles dans certaines Régions ;
- une pluviométrie élevée dans la partie septentrionale, avec comme conséquences, des inondations dévastatrices et des pertes importantes de récoltes ;
- des retards d'exécution dus aux procédures de passation des marchés qui ne cadrent toujours pas avec le calendrier agricole ;
- le début de mise en œuvre du Document de Stratégie du Développement du Secteur Rural dans son ensemble ;
- l'entrée en vigueur de l'appui budgétaire par l'Union Européenne ;
- l'opérationnalisation de la paierie spécialisée du MINADER ;
- la poursuite du plaidoyer de la mise en œuvre des engagements de MAPUTO sur la proportion des budgets nationaux à réserver au secteur rural (au moins 10%) ;
- le retard de déblocage des fonds actuellement observé suite aux nouvelles dispositions interdisant de consigner les crédits budgétaires liés au fonctionnement et à l'investissement dans les comptes 42, 45 et 47, intervenue courant février-mars 2017 ;
- la poursuite du transfert de compétences et de ressources aux CTD.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 391

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS
SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Responsable du programme

MVONDO NNA PATRICK
Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Intitulé du Programme : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous- secteur agriculture et développement rural.

Responsable : **M. MVONDO NNA PATRICK**, *Directeur des Etudes, des Programmes et de la Coopération.*

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes du MINADER	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	58.56999969482422
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	80.0
	Année cible:	2018
	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	
	Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION	
	Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE	
	Action 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 05: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	
	Action 06: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL	
	Action 07: DEVELOPPEMENT DES TIC	
	Action 08: CONTROLE ET AUDIT INTERNE	
	Action 09: CONSEIL JURIDIQUE	
	Action 10: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE	
	Action 11: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 19 639 355 000	CP 19 639 355 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MVONDO NNA PATRICK, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- Recrutement et intégration de nouveaux personnels du MINADER ;
- Renouvellement des responsables dans les services centraux et déconcentrés du MINADER ;
- Formulation de nouveaux projets sur financement BIP du MINADER.
- Adoption de la stratégie du développement secteur rural (SDSR) ;
- Production du rapport biannuel du niveau de mise en œuvre du processus du PDDAA.
- Prise en compte des arriérés et des ressources non ordonnancées ;
- Poursuite du transfert des ressources aux CTD ;
- Insuffisance des données statistiques fiables dans le sous-secteur agriculture et développement rural ;
- Insécurité transfrontalière et tension sociale dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-

Ouest ;

- Poursuite de la mise en œuvre de la politique de Professionnalisation agricole ;
- Poursuite de la mise en œuvre des nouveaux référentiels dans les structures spécialisées du MINADER ;
- Promotion de l'utilisation des TIC par le personnel du MINADER ;
- Souci de la bonne gouvernance ;
- Insuffisance du dispositif juridique appropriée au MINADER ;
- Faible niveau de maîtrise des textes juridiques existants par les responsables du MINADER ;
- Absence de centralisation et conservation des documents du MINADER ;
- Difficulté d'accès aux documents produits et/ou reçus au MINADER ;

Absence de plan de communication sur les activités du MINADER.

Tableau sur la performance planifiée du programme

Objectif	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINADER	
Indicateur	Intitulé :	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
	Unité de mesure :	%
	Valeur de référence (Année de référence) :	71,42 2016
	Valeur cible (Année cible) :	80 2018
	Valeur cible 2017 Valeur atteinte en 2017 :	75,71 74,95

Déclinaison du programme (Liste des actions)	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE Action 05: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 06: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 07: DEVELOPPEMENT DES TIC Action 08: CONTROLE ET AUDIT INTERNE Action 09: CONSEIL JURIDIQUE Action 10: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES Action 11: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE	
Moyens budgétisés (dotations initiales)	AE : 19 639 355 000	CP : 19 639 355 000

Contexte de mise en œuvre	- Recrutement et intégration de nouveaux personnels du MINADER ; - Renouvellement des responsables dans les services centraux et déconcentrés du MINADER ; - Formulation de nouveaux projets sur financement BIP du MINADER. - Adoption de la stratégie du développement secteur rural (SDSR) ; - Production du rapport biannuel du niveau de mise en œuvre du processus du PDDAA. - Prise en compte des arriérés et des ressources non ordonnancées ; - Poursuite du transfert des ressources aux CTD ; - Insuffisance des données statistiques fiables dans le sous-secteur agriculture et développement rural ; - Insécurité transfrontalière et tension sociale dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; - Poursuite de la mise en œuvre de la politique de Professionnalisation agricole ; - Poursuite de la mise en œuvre des nouveaux référentiels dans les structures spécialisées du MINADER ; - Promotion de l'utilisation des TIC par le personnel du MINADER ; - Souci de la bonne gouvernance ; - Insuffisance du dispositif juridique appropriée au MINADER ; - Faible niveau de maîtrise des textes juridiques existants par les responsables du MINADER ; - Absence de centralisation et conservation des documents du MINADER ; - Difficulté d'accès aux documents produits et/ou reçus au MINADER ; - Absence de plan de communication sur les activités du MINADER.
---	---

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le programme 391 a pour objectif principal d'améliorer la coordination des services tout en assurant la bonne mise en œuvre des programmes du MINADER. L'évaluation de ce Programme se fait à travers le taux de réalisation de ses activités budgétisées. Il convient de rappeler qu'en 2016, ce taux de réalisation était de 71,42%. Pour ce qui est de l'année cible (**2018**), il a été fixé à 80%. En 2017, la cible était de 75,71 % et la valeur atteinte est de 74,95 % ; correspondant à un taux de réalisation de 82,15%.

En 2017, ce programme a reçu une dotation budgétaire initiale de 19 639 355 000 FCFA en AE et CP. La dotation révisée quant à elle s'élève à 18 986 988 569 FCFA en AE et CP. Le montant consommé en fin d'exercice est de 16 304 078 362 FCFA, soit un reliquat de 2 682 910 207 FCFA et un taux de consommation des ressources budgétaires de 85,87%.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme pour le compte de l'exercice 2017, un accent particulier a été mis sur :

- Coordination des activités du MINADER ;
- Suivi technique et financier des activités du MINADER
- Elaboration des documents de planification ;
- Mise en œuvre du RGAE ;
- Amélioration du cadre du travail (*constructions, réhabilitation, réfection des bâtiments administratifs et d'astreinte, équipement des services du MINADER, etc.*) ;
- Mise en œuvre du cadre organique ;
- Renforcement des capacités des personnels du MINADER.

Résultats techniques obtenus (au 31 décembre 2017)	Elaboration des documents de stratégie
	1/1 document sur la chaîne des résultats prévisionnels des activités du MINADER élaboré
	1/1 rapport annuel de suivi évaluation du DSCE élaboré
	Elaboration des documents de planification
	14/20 études d'organisation réalisées
	15/15 sélections et intégration des nouveaux Centres AFOP effectuées
	11/14 formulations des nouveaux projets BIP effectuées
	63/63 formulations des nouveaux projets AFOP effectuées
	15/15 élaborations et validation des nouveaux Centres effectuées
	15/15 mises en place des Conseils d'administration réalisées
	1/1 document de revue/actualisation des programmes produit
	1/1 document de CDMT du MINADER actualisé
	63/63 actualisations du conseil de gestion AFOP des écoles des Centres effectuées
	4/4 conventions signées
	1/1 document de CEP produit

1/1 document de CIEP produit

11/11 missions de suivi technique effectuées

Enquêtes statistiques

17 424 / 18 000 villages enquêtés sur 358 Arrondissements

1/1 enquête pilote du module de base réalisée

219/358 Arrondissements ont des données de la cartographie censitaire disponibles

98/98 cartes thématiques produites

Mise en place des bases de données

1/1 base de données des projets du MINADER opérationnelle

1/1 base de données country-Stat actualisée

3/13 bases de données consolidées

Gestion financière

40/50 états de paiement des salaires établis et payés

45/50 états de paiement des primes établis et payés

1/1 état de paiement des ressources non ordonnancées (arriérés, etc.) établi et payé

1/1 état des paiements des bourses et stages établi et payé

Gestion budgétaire

1/1 document de Pré conférence élaboré

1/1 document de Conférence budgétaire élaboré

1/1 Projet de Performance des Administrations (PPA) élaboré

4/4 rapports trimestriels sur l'exécution du budget des services centraux élaborés

Construction, réhabilitation, réfection des bâtiments administratifs et d'astreinte

1/1 Poste Agricole construit

1/1 base phytosanitaire réhabilitée

1/1 DDAADER réhabilitée

Equipement des services du MINADER

Equipements informatiques

5/5 ordinateurs de bureau acquis

55/55 ordinateurs complets acquis

1317/1317 tablettes acquises

13/13 ordinateurs portables acquis

31/31 imprimantes acquises

1/1 onduleur acquis

23/23 scanners acquis

2/2 vidéoprojecteur acquis

3/3 appareils photos acquis

Matériels de bureau

3/3 photocopieurs acquis

2/2 machines à écrire acquises

1/1 poste téléviseur acquis

1/1 réfrigérateur acquis

Mobiliers de bureau

45/45 tables de bureau acquises

8/8 canapés acquis

	3/3 tables basses vitrées acquises
	7/7 armoires de rangements acquises
	60/60 chaises de bureau acquises
	Matériels roulants
	28/28 motocyclettes tout terrain acquises
	61/61 pickup 4x4 double cabine acquis
	4/4 stations wagon acquises
	Matériel spécifique
	1/1 groupe électrogène acquis
	Renforcement des capacités des personnels du MINADER
	1423/1423 Entrepreneurs agropastoraux formés
	671/671 Conseillers agropastoraux formés
	116/116 Techniciens Supérieurs en infrastructures formés
	136/136 Techniciens Supérieurs en Gestion Economique et Commerciale formés
	20/20 Techniciens Supérieurs en Gestion Economique formés
	218/218 Techniciens d'Agriculture formés
	55/55 Techniciens d'élevage formés
	200/200 Moniteurs stagiaires recrutés
	101/101 Directeurs de Centre et Directeurs d'école recyclés
	112/112 Formateurs recyclés
	2500/2500 Référents et Maîtres de stage recyclés
	1160/1160 Membres de Conseil de gestion recyclés

27/28 personnels du MINADER recyclés

108/108 membres de caisses villageoises formés

27/417 Cadres RGAE formés

3/3 sessions de formation des membres de caisse tenues

Recrutement du personnel

48/101 personnes recrutées par le RGAE

75/101 postes physiques de travail du RGAE opérationnels

255/255 caisses villageoises opérationnelles

10/10 unités du RGAE opérationnelles

Sécurisation du parc informatique

44/44 serveurs acquis et opérationnels

1/1 site web du RGAE développé

1/1 réseau aménagé

Organisation des missions de Contrôle :

21/25 rapports de synthèse de contrôle produits

Organisation des missions d'audit :

23/40 rapports de synthèse d'audit produits

1/1 projet de textes juridiques élaboré

10/10 ateliers de promotion et de vulgarisation de la culture juridique au sein du MINADER organisés

1/1 code rural élaboré

Inventaire physique de la documentation et des archives du MINADER

1/1 rapport d'inventaire de la documentation et des archives du MINADER produit

Renforcement des capacités du personnel du MINADER en techniques d'archivage et documentaires

1/1 rapport d'atelier produit.

Taux de réalisation de l'indicateur	74,95 %	
Dotation de crédits révisés (écarts = <i>Dot. init</i> – <i>Dot rev.</i>)	AE : 18 986 988 569	CP : 18 986 988 569
Crédits consommés	AE : 16 340 749 322	CP : 16 304 078 362
Taux de consommation	86,06%	85,87%
Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	Bien que la majorité des activités prévues aient été réalisées, force est de relever que le jeu de la concurrence a relativement influencé certains taux d'exécution financière. Les ressources ont été débloquées pour certaines activités exécutées en régie. Le dispositif opérationnel de suivi et du pilotage du budget programme s'améliore progressivement. Il convient de signaler que les projets du MINADER ont bénéficié d'un suivi-évaluation annuel.	

Perspectives

mener des études complémentaires pour une meilleure valorisation de la plaine centrale ;
 poursuivre l'élaboration des documents de stratégie ;
 dynamiser davantage les réunions de coordination pour toutes les activités programmées au MINADER ;
 mettre un dispositif efficace de suivi de l'exécution des activités ayant reçues les ressources transférées aux CTD ;
 mettre en œuvre le dispositif rénové issu du diagnostic de la chaîne PPBS du MINADER ;
 systématiser le suivi de toutes les activités programmées ;
 poursuivre le paiement d'autres arriérés (Comice agropastoral d'Ebolowa, PPDMVCC, multiplicateurs des semences de maïs, etc.) ;
 poursuivre la mise en œuvre du RGAE ;
 relancer la réalisation des enquêtes périodiques ;
 relancer la capitalisation des données statistiques disponibles au MINADER dans le cadre de la production de l'Agri-stat ;
 élaborer un plan de formation pluriannuel intégrant : le renforcement des capacités des responsables sur l'élaboration, l'exécution et le suivi de l'exécution du budget programme, les sessions de formation des responsables de la chaîne PPBS ;
 poursuivre le recrutement de personnels en qualité et en quantité ;
 mettre en place le réseau local pour l'interconnexion des services ;
 Poursuivre la mise en œuvre du schéma directeur de l'informatisation du MINADER ;
 Améliorer la performance du site web du MINADER
 Mettre en place un dispositif permettant la réalisation des contrôles inopinés ;
 Développer des outils modernes de gestion technique, administrative, comptable et financière ;
 Poursuivre et intensifier la promotion de la culture juridique au sein du MINADER ;
 Mettre un accent sur l'appropriation des textes juridiques existants par les responsables du MINADER.

RÉSULTAT
TECHNIQUE OBTENU**Elaboration des documents de stratégie**

1/1 document sur la chaîne des résultats prévisionnels des activités du MINADER élaboré

1/1 rapport annuel de suivi évaluation du DSCE élaboré

Elaboration des documents de planification

14/20 études d'organisation réalisées

15/15 sélections et intégration des nouveaux Centres AFOP effectuées

11/14 formulations des nouveaux projets BIP effectuées

63/63 formulations des nouveaux projets AFOP effectuées

15/15 élaborations et validation des nouveaux Centres effectuées

15/15 mises en place des Conseils d'administration réalisées

1/1 document de revue/actualisation des programmes produit

1/1 document de CDMT du MINADER actualisé

63/63 actualisations du conseil de gestion AFOP des écoles des Centres effectuées

4/4 conventions signées

1/1 document de CEP produit

1/1 document de CIEP produit

11/11 missions de suivi technique effectuées

Enquêtes statistiques

17 424 / 18 000 villages enquêtés sur 358 Arrondissements

1/1 enquête pilote du module de base réalisée

219/358 Arrondissements ont des données de la cartographie censitaire disponibles

98/98 cartes thématiques produites

Mise en place des bases de données

1/1 base de données des projets du MINADER opérationnelle

1/1 base de données country-Stat actualisée

3/13 bases de données consolidées

Gestion financière

40/50 états de paiement des salaires établis et payés

45/50 états de paiement des primes établis et payés

1/1 état de paiement des ressources non ordonnancées (arriérés, etc.) établi et payé

1/1 état des paiements des bourses et stages établi et payé

Gestion budgétaire

1/1 document de Pré conférence élaboré

1/1 document de Conférence budgétaire élaboré

1/1 Projet de Performance des Administrations (PPA) élaboré

4/4 rapports trimestriels sur l'exécution du budget des services centraux élaborés

Construction, réhabilitation, réfection des bâtiments administratifs et d'astreinte

1/1 Poste Agricole construit

1/1 base phytosanitaire réhabilitée

1/1 DDAADER réhabilitée

Equipement des services du MINADER**Equipements informatiques**

5/5 ordinateurs de bureau acquis

55/55 ordinateurs complets acquis

1317/1317 tablettes acquises

13/13 ordinateurs portables acquis

31/31 imprimantes acquises

1/1 onduleur acquis

23/23 scanners acquis

2/2 vidéoprojecteur acquis

3/3 appareils photos acquis

Matériels de bureau

3/3 photocopieurs acquis

2/2 machines à écrire acquises

1/1 poste téléviseur acquis

1/1 réfrigérateur acquis

Mobiliers de bureau

45/45 tables de bureau acquises

8/8 canapés acquis

3/3 tables basses vitrées acquises

7/7 armoires de rangements acquises

60/60 chaises de bureau acquises

Matériels roulants

28/28 motocyclettes tout terrain acquises

61/61 pickup 4x4 double cabine acquis

4/4 stations wagon acquises

Matériel spécifique

1/1 groupe électrogène acquis

Renforcement des capacités des personnels du MINADER

1423/1423 Entrepreneurs agropastoraux formés

671/671 Conseillers agropastoraux formés

116/116 Techniciens Supérieurs en infrastructures formés

136/136 Techniciens Supérieurs en Gestion Economique et Commerciale formés

20/20 Techniciens Supérieurs en Gestion Economique formés

218/218 Techniciens d'Agriculture formés

55/55 Techniciens d'élevage formés

200/200 Moniteurs stagiaires recrutés

101/101 Directeurs de Centre et Directeurs d'école recyclés

112/112 Formateurs recyclés

2500/2500 Référents et Maîtres de stage recyclés

1160/1160 Membres de Conseil de gestion recyclés

27/28 personnels du MINADER recyclés

108/108 membres de caisses villageoises formés

27/417 Cadres RGAE formés

3/3 sessions de formation des membres de caisse tenues

Recrutement du personnel

48/101 personnes recrutées par le RGAE

75/101 postes physiques de travail du RGAE opérationnels

255/255 caisses villageoises opérationnelles

10/10 unités du RGAE opérationnelles

	Sécurisation du parc informatique 44/44 serveurs acquis et opérationnels 1/1 site web du RGAE développé 1/1 réseau aménagé Organisation des missions de Contrôle : 21/25 rapports de synthèse de contrôle produits Organisation des missions d'audit : 23/40 rapports de synthèse d'audit produits 1/1 projet de textes juridiques élaboré 10/10 ateliers de promotion et de vulgarisation de la culture juridique au sein du MINADER organisés 1/1 code rural élaboré Inventaire physique de la documentation et des archives du MINADER 1/1 rapport d'inventaire de la documentation et des archives du MINADER produit Renforcement des capacités du personnel du MINADER en techniques d'archivage et documentaires 1/1 rapport d'atelier produit.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	82,15%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 18 986 988 569	CP 18 986 988 569
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 652 366 431	Ecart CP 652 366 431
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 16 340 749 322	CP 16 304 078 362
TAUX DE CONSOMMATION	86,06 %	85,87 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Bien que la majorité des activités prévues aient été réalisées, force est de relever que le jeu de la concurrence a relativement influencé certains taux d'exécution financière. Les ressources ont été débloquées pour certaines activités exécutées en régie. Le dispositif opérationnel de suivi et du pilotage du budget programme s'améliore progressivement. Il convient de signaler que les projets du MINADER ont bénéficié d'un suivi-évaluation annuel.	

PERSPECTIVES
2018

mener des études complémentaires pour une meilleure valorisation de la plaine centrale ;
 poursuivre l'élaboration des documents de stratégie ;
 dynamiser davantage les réunions de coordination pour toutes les activités programmées au MINADER ;
 mettre un dispositif efficace de suivi de l'exécution des activités ayant reçues les ressources transférées aux CTD ;
 mettre en œuvre le dispositif rénové issu du diagnostic de la chaîne PPBS du MINADER ;
 systématiser le suivi de toutes les activités programmées ;
 poursuivre le paiement d'autres arriérés (Comice agropastoral d'Ebolowa, PPDMVCC, multiplicateurs des semences de maïs, etc.) ;
 poursuivre la mise en œuvre du RGAE ;
 relancer la réalisation des enquêtes périodiques ;
 relancer la capitalisation des données statistiques disponibles au MINADER dans le cadre de la production de l'Agri-stat ;
 élaborer un plan de formation pluriannuel intégrant : le renforcement des capacités des responsables sur l'élaboration, l'exécution et le suivi de l'exécution du budget programme, les sessions de formation des responsables de la chaîne PPBS ;
 poursuivre le recrutement de personnels en qualité et en quantité ;
 mettre en place le réseau local pour l'interconnexion des services ;
 Poursuivre la mise en œuvre du schéma directeur de l'informatisation du MINADER ;
 Améliorer la performance du site web du MINADER
 Mettre en place un dispositif permettant la réalisation des contrôles inopinés ;
 Développer des outils modernes de gestion technique, administrative, comptable et financière ;
 Poursuivre et intensifier la promotion de la culture juridique au sein du MINADER ;
 Mettre un accent sur l'appropriation des textes juridiques existants par les responsables du MINADER.

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du MINADER							
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance au MINADER					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 97,96%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	50.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	80.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Coordination des activités du MINADER 12/12 réunions de coordination des activités du MINADER tenues 90/168 rapports de coordination des activités produits 10/10 rapports sur la tenue des mini-comices agropastoraux régionaux produits 50/50 journées Portes Ouvertes organisées 12/15 foires organisées 7/10 cérémonies officielles organisées 80/80 comités de pilotage tenus 36/50 compte-rendu de réunion et d'audience produits Suivi technique et financier des activités du MINADER 1/1 RAP élaboré 2/2 Documents d'évaluation de la chaine des résultats élaborés 5/5 rapports de suivi budgétaire des activités produits 1/1 rapport de suivi des ressources transférées produit 1/1 rapport de suivi des ressources non ordonnancées produit						
	CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE
AE		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
11 171 525 000		11 171 525 000	10 839 457 378	10 839 457 378	8 467 474 644	8 461 968 101	78,12 %	78,07 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Recrutement et intégration de nouveaux personnels du MINADER ; - Renouvellement des responsables dans les services centraux et déconcentrés du MINADER ; - Formulation de nouveaux projets sur financement BIP du MINADER.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Coordination des activités du MINADER ; 12/12 réunions de coordination des activités du MINADER tenues 50/50 journées Portes Ouvertes organisées 12/15 foires organisées 7/10 cérémonies officielles organisées 80/80 comités de pilotage tenus - Suivi technique et financier des activités du MINADER. 1/1 RAP élaboré 2/2 Documents d'évaluation de la chaine des résultats élaborés							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Il convient de signaler que les projets et programmes du MINADER ont bénéficié d'un suivi-évaluation annuel ; - L'écart constaté entre les taux d'exécution technique et financière s'expliquerait d'une part par les gains engendrés par le jeu de la concurrence et d'autre part, par l'importance des queues de ligne dont l'utilisation a été proscrite.							

Perspectives 2018	- Dynamiser davantage les réunions de coordination pour toutes les activités programmées au MINADER ; - Mettre un dispositif efficace de suivi de l'exécution des activités ayant reçues les ressources transférées aux CTD ; - Mettre en œuvre le dispositif rénové issu du diagnostic de la chaîne PPBS du MINADER ; - Systématiser le suivi de toutes les activités programmées ;
-------------------	--

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au MINADER								
Indicateur	Intitulé:	Documents de la planification et de la programmation produits annuellement dans les délais au MINADER					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE <		

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes au MINADER								
Indicateur	Intitulé:	Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais au MINADER					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	doc							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:								
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Gestion financière 40/50 états de paiement des salaires établis et payés 45/50 états de paiement des primes établis et payés 1/1 état de paiement des ressources non ordonnancées (arriérés, etc.) établi et payé 1/1 état des paiements des bourses et stages établi et payé Gestion budgétaire 1/1 document de Pré conférence élaboré 1/1 document de Conférence budgétaire élaboré 1/1 Projet de Performance des Administrations (PPA) élaboré 4/4 rapports trimestriels sur l'exécution du budget des services centraux élaborés					100%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 090 000 000	1 090 000 000	1 234 396 246	1 234 396 246	1 209 396 246	1 178 231 831	97,97 %	95,45 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Opérationnalisation de la paierie spécialisée du MINADER ; - Prise en compte des arriérés et des ressources non ordonnancées ; - Prise en charge du personnel nouvellement recruté ; - Poursuite du transfert des ressources aux CTD.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Gestion financière ; 40/50 états de paiement des salaires établis et payés 45/50 états de paiement des primes établis et payés 1/1 état de paiement des ressources non ordonnancées (arriérés, etc.) établi et payé 1/1 état des paiements des bourses et stages établi et payé - Gestion budgétaire. 1/1 document de Pré conférence élaboré 1/1 document de Conférence budgétaire élaboré 1/1 Projet de Performance des Administrations (PPA) élaboré 4/4 rapports trimestriels sur l'exécution du budget des services centraux élaborés								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- Toutes les activités prévues pour cette action ont effectivement été réalisées ; - La différence observée entre les niveaux d'exécution financière et technique s'explique par le retard de paiement de certaines ressources engagées ; - Les mini-comices régionaux ont été exécutés en régie, ce qui a facilité le respect des délais et le bon déroulement des activités ;								
Perspectives 2018	- Poursuivre le paiement des dépenses non ordonnancées ; - Poursuivre le paiement d'autres arriérés (Comice agropastoral d'Ebolowa, PPDMVCC, multiplicateurs des semences de maïs, etc.) ; - Poursuivre le traitement de tous les dossiers financiers.								

Action 04 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

OBJECTIF	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques au MINADER								
Indicateur	Intitulé:		Annuaire statistique produit annuellement au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		doc						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Enquêtes statistiques 17 424 / 18 000 villages enquêtés sur 358 Arrondissements 1/1 enquête pilote du module de base réalisée 219/358 Arrondissements ont des données de la cartographie censitaire disponibles 98/98 cartes thématiques produites Mise en place des bases de données 1/1 base de données des projets du MINADER opérationnelle 1/1 base de données country-Stat actualisée 3/13 bases de données consolidées				50%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 270 000 000	1 270 000 000	1 194 699 236	1 194 699 236	1 194 699 236	1 194 699 236	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Insuffisance des données statistiques fiables dans le sous-secteur agriculture et développement rural ; -Insécurité transfrontalière et tension sociale dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Mise en œuvre du RGAE. 17 424 / 18 000 villages enquêtés sur 358 Arrondissements 1/1 enquête pilote du module de base réalisée 219/358 Arrondissements ont des données de la cartographie censitaire disponibles 98/98 cartes thématiques produites								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources ont été débloquées pour la réalisation de certaines activités en régie.								
Perspectives 2018	Poursuivre la mise en œuvre du RGAE ; Relancer la réalisation des enquêtes périodiques ; Relancer la capitalisation des données statistiques disponibles au MINADER dans le cadre de la production de l'Agri-stat.								

Action 05 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroitre qualitativement les ressources humaines au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du cadre organique au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		doc					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 013 000 000	4 013 000 000	3 913 259 493	3 913 259 493				

Action 06 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 417 830 000	1 417 830 000	1 286 082 911	1 286 082 911				

Action 07 DEVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		doc					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	60 000 000	60 000 000	16 386 190	16 386 190				

Action 08 CONTROLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de mission au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		doc					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	110 000 000	110 000 000	50 000 000	50 000 000				

Action 09 CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements au MINADER								
Indicateur	Intitulé:	Proportion de projets de texte élaborés dans les délais au MINADER					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure	doc							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:								
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	1/1 projet de textes juridiques élaboré 10/10 ateliers de promotion et de vulgarisation de la culture juridique au sein du MINADER organisés 1/1 code rural élaboré							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	105 000 000	105 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Insuffisance du dispositif juridique appropriée au MINADER ; - Faible niveau de maîtrise des textes juridiques existants par les responsables du MINADER								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Production des textes juridiques 1/1 projet de textes juridiques élaboré - Promotion et vulgarisation de la culture juridique au sein du Ministère 10/10 ateliers de promotion et de vulgarisation de la culture juridique au sein du MINADER organisés - Elaboration d'un code rural 1/1 code rural élaboré								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités prévues ont été réalisées								
Perspectives 2018	- Poursuivre et intensifier la promotion de la culture juridique au sein du MINADER ; - Mettre un accent sur l'appropriation des textes juridiques existants par les responsables du MINADER.								

Action 10 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE

OBJECTIF	Accroitre la visibilité des actions menées au MINADER							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique au MINADER				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		175.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 000 000	15 000 000	0	0	0	0	0 %	0 %

Action 11 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires au MINADER								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE <		

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 392

AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE
DES FILIERES AGRICOLES

Responsable du programme

BAMZOK NTOL LOUISETTE
Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Rendre le secteur agricole camerounais plus productif et compétitif et lui faire gagner des parts additionnelles sur les marchés	
Indicateur	Intitulé:	Contribution de l'agriculture à la croissance économique
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	1.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	2.0
ACTIONS DU PROGRAMME	Année cible:	2018
	Action 01:	DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION VÉGÉTALES
	Action 02:	DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES
	Action 03:	REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE
DOTATIONS INITIALES	Action 04:	DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES INTRANTS AGRICOLES.
	AE	CP
	67 427 344 000	67 426 094 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BAMZOK NTOL LOUISETTE, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Appui à la promotion de la mécanisation agricole 4/4 remorqueuses acquises 10/10 tracteurs acquis 1/1 camion benne acquis 2/2 engins de génie civil acquis 0/1 camion-citerne avec motopompe acquis (PLANUT) 0/1 chargeuse pelleteuse 428 E acquise (PLANUT) 0/1 niveleuse 140H acquise (PLANUT) 6/6 lames niveleuses 140 acquises 0/1 bull D7R acquis (PLANUT) 03/03 billonneuses acquises 01/01 pelle excavatrice acquise 02/02 broyeuses acquises 0/1 pelle chargeuse 950G acquise Appui des OPA en équipements et outillage agricoles 4/4 dépulpeuses acquises 2/2 séchoirs à gaz pour légumes frais Appui au processus de labellisation et de certification 2/2 drafts de guide d'utilisation des appareils de traitement et d'inspection et de contrôle des intrants agricoles et autres articles réglementés élaborés Appui à la lutte contre l'insécurité alimentaire 30/100 groupes de producteurs soutenus dans la production des cultures à haute valeur nutritive 1/1 document d'appui à la production de l'index phytosanitaires 2/2 sessions du Conseil phytosanitaires organisés Production semences et matériel végétal de qualité CACAO/CAFES 7 409 / 14 000 géniteurs de cacaoyer produits et distribués 63 299 / 200 000 cabosses de cacao produites et distribuées 0,7 ha / 01 ha de champs semenciers de cacaoyer créés 4,8 ha / 3,5 ha de champs semenciers de cacaoyer réhabilités 22 ha / 24 ha de champs semenciers de cacaoyer entretenus 6 ha / 4 ha de parc à bois de cacaoyer créés 7,25 ha / 7,25 ha de parc à bois de cacaoyer entretenus 9 722 287 / 9 768 700 plants de cacao produits et distribués 72 720 / 150 000 géniteurs de caféier robusta produits et distribués 648 070 / 1 010 500 plants de café robusta produits et distribués 2 402 266 / 2 532 596 boutures enracinées de caféier robusta produits et distribués 2 691 161 / 4 103 000 plants de café arabica produits et distribués 0 / 1 ha de champs semenciers de caféier arabica réhabilités 19 ha / 19 ha de champs semenciers de caféier arabica entretenus 1,5ha / 2 ha de champs semenciers de caféier robusta réhabilités 46,6 ha / 46,6 ha de champs semenciers de caféier robusta entretenus Céréales Riz pluvial 3,4 / 4 tonnes de riz certifiés acquises
------------------------------	---

Riz irrigué

1700 / 2090 kg de semences de base de riz acquises et distribuées

10 / 410 tonnes de semences certifiées de riz acquises et distribuées

Maïs

85,4 / 25 tonnes de semences de base de maïs acquises et distribuées

1222 / 3412 tonnes de semences certifiées de maïs acquises et distribuées

Sorgho

47,7 / 25 t de semences de base de sorgho acquises et distribuées

93,243 / 1805,7 t de semences certifiées de sorgho de saison sèche acquises et distribuées

0,243 / 0,573 tonnes de semences certifiées de sorgho de saison de pluie acquises et distribuées

Palmier à huile

107 000 / 300 000 de graines germées de palmier à huile acquises et distribuées

475 630 / 611 726 plants de palmier à huile certifiés acquis et distribués

Racines et tubercules**Manioc**

3 280 000 / 3 000 000 boutures de bases produites

11 196 183 / 72 491 131 de boutures certifiées produites

Ignames

52 916 / 183 000 semenceaux produits et distribués

Patate douce

50 000 / 10 000 boutures de patate douce produites et distribuées

Pomme de terre

381 / 742,5 tonnes de semences de pomme de terre de classe A produites et distribuées

735 / 1040 tonnes de semences certifiées produites et distribuées

Arbres fruitiers**Bananiers**

90 000 / 140 000 Plants de bananiers doux produits et distribués

30 500 / 2 750 000 vitro plants endurcis et distribués

3 229 350 / 3 372 000 PIF produits et distribués

Avocats

1367 / 3 600 plants d'avocats produits et distribués

Haricots

350 / 850 semences de haricots verts (kg) produites et distribuées

Lianes (Okok)

167 578 / 167 578 plants d'OKOK produits et distribués

17 / 17 ha de surfaces d'OKOK emblavées

06/06 parcelles créées

Cultures maraîchères

350 / 850 kg de semences de haricots verts produites et distribuées

50 / 125 kg de semences de morelle noire produites et distribuées

1.**Production et mise en place des exploitations**

Cultures pérennes

711 / 750 hectares de champs de cacao/bananier en association

10 654 / 24 532 tonnes de cacao produites

3 976 / 7 331 tonnes de café robusta produites

1 435 / 3 331,7 tonnes de café arabica produites

135 698 / 262 779 tonnes de bananier plantain produites

60 / 163 tonnes de latex produites

2937 / 7276 tonnes d'ananas produites

Cultures maraîchères

13 466 / 38 283 tonnes de tomate produites sur une superficie de 987/2158 hectares

872/ 2667,43 tonnes de gombo produites sur une superficie de 186/409,5 hectares

2451/ 6576,43 tonnes de piment produites sur une superficie de 436,897/998,375 hectares

3568/ 8391 tonnes de poireau produites sur une superficie de 645/1638 hectares

154/ 420 tonnes de poivron produites sur une superficie de 21/56 hectares

1876/ 5192 tonnes de carotte produites sur une superficie de 213/444,8 hectares

109/ 214 tonnes d'aubergines produites sur une superficie de 19/48,5 hectares

3654/ 9744 tonnes de chou produites sur une superficie de 189/498,1 hectares

2194/ 4402 tonnes de morelle noire produites sur une superficie de 165/372,3 hectares

19/ 58,5 tonnes de laitue produites sur une superficie de 2 / 6,5 hectares

0,3/ 1 tonne d'oseille fleur produites sur une superficie de 8/21,5 hectares

Cultures vivrières

37 848/ 171 830 tonnes de maïs produites sur une superficie de 34 000 / 73 473 hectares

125 285/ 555 942 tonnes de manioc produites sur une superficie de 22 640 / 45 931 hectares

1243/ 5706 tonnes de sorgho SP produites sur une superficie de 5145 / 12 017 hectares

243 / 573 tonnes de sorgho SS produites sur une superficie de 1563 / 3296 hectares

1654 / 10 267 tonnes de riz produites sur une superficie de 1248 / 6227 hectares

8789/ 28 155 tonnes d'ignames produites sur une superficie de 861,6 / 2122,5 hectares

27 853 / 58 622 tonnes de pomme de terre produites sur une superficie de 2134 / 4534 hectares

7865 / 16 945 tonnes de patate douce produites sur une superficie de 543 / 1105,35 hectares

1096 / 8331 tonnes d'arachide produites sur une superficie de 3220 / 10422 hectares

4 532 / 10 298 tonnes de haricot produites sur une superficie de 4 659 / 10 051 hectares

2 765 / 8 251 tonnes de oignon produites sur une superficie de 512/ 1 308 hectares

1 432 / 2 680 tonnes de gingembre produites sur une superficie de 86 / 206 hectares

165 / 390 tonnes d'ail produites sur une superficie de 29 / 65,75 hectares

0,920 / 2,001 tonnes de champignons frais produites pour emblaver 15,02 /40,80 ares

54 / 125 tonnes de feuilles d'OKOK produites pour emblaver 1/4 hectares

Acquisition et distribution des engrais*Engrais chimiques*

283/363 tonnes d'engrais Spécial Cacao acquises et distribuées

419/576 tonnes d'engrais Spécial café arabica acquises et distribuées

959/1379 tonnes d'engrais Spécial café robusta acquises et distribuées

21/21 tonnes de NPK 20 10 10 acquises et distribuées

22/202 tonnes de NPK 10 30 10 acquises et distribuées

544/544 tonnes de NPK 10 12 12 acquises et distribuées

50/50 tonnes de NPK 14 23 14 acquises et distribuées

579/579 tonnes de NPK acquises et distribuées

283/283 litres d'engrais foliaires acquis et distribués
 1 140 /19 140 tonnes d'Urée acquises et distribuées
 0/45 000 tonnes de NPK SB acquises et distribuées

Engrais organiques

72/72 m3 de terre noire acquis et distribués
 300,6/312,6 tonnes de compost acquises et distribuées

Acquisition et distribution des produits phytosanitaires

101 899/101 899 sachets dose de fongicides de contact café arabica acquis et distribués
 954 450/954 450 sachets dose de Fongicides de contacts cacao acquis et distribués
 341 739/341 739 sachets dose d'Insecticides de contact café robusta acquis et distribués
 21 000/21 000 de sachets dose de fongicides de contact riz acquis et distribués
 142 626/280 627 de sachets dose de fongicides systémiques de Cacao acquis et distribués
 118 624/0 de sachets dose de fongicides systémiques de café arabica
 16 250/ 33 173 litres d'Insecticides systémiques pour le cacao acquis et distribués
 174/ 174 de litres de fongicides pour le café robusta acquis et distribués
 270 / 18 306 litres d'Insecticides systémiques pour le café robusta acquis et distribués
 36 500 / 38 654 litres d'Insecticides systémiques pour le café arabica acquis et distribués
 2038 / 4038 litres d'Insecticides systémiques pour le riz acquis et distribués
 21 000/21 000 sachets doses d'insecticide pour le riz acquis et distribués
 252/252 kg de nématicides acquis et distribués
 50 417/54 878 litres d'herbicides acquis et distribués

Acquisition et distribution du matériel agricoles

225/339 Atomiseurs de classe A acquis et distribués
 4 127/4 927 pulvérisateurs acquis et distribués
 2 361 / 3 407 Kits de maintenance de matériel de traitement acquis et distribués
 7086 / 7 927 Kits de protection corporelle acquis et distribués
 58/120 lunettes de protection acquises et distribuées
 55/75 paires de Bottes acquises et distribuées
 100/100 paires de gangs acquises et distribuées
 9/9 Humidimètres acquis et distribués
 2/2 Bascules acquises et distribuées
 100/100 Pelles acquises et distribuées
 215 / 215 Rouleaux de ficelles acquis et distribués
 500/500 socles de protection des plants acquis et distribués
 1415/1415 Machettes acquises et distribuées
 16/16 Brouettes acquises et distribuées
 821/821 Plantoirs acquis et distribués
 785/785 Pioches acquises et distribuées
 1737/1737 Limes acquises et distribuées
 263/290 cache-nez acquis et distribués
 129/171 combinaisons acquises et distribuées
 53/53 sécateurs acquis et distribués
 72/72 débroussailleuses thermiques acquises et distribuées
 32/32 tronçonneuses acquises et distribuées
 2/2 Porte tout acquis et distribués
 15 000/15 000 sacs polyester acquis et distribués

193 366/193 366 emballages acquis et distribués
0/1000 charrettes subventionnées acquises et distribuées

Appui conseil et vulgarisation

Formation

970/1035 de jeunes formés
385/420 membres de BVIP applicateurs formés
300/320 leaders d'OPA formés
250/245 Encadreurs formés
245/242 Facilitateurs formés
64/64 Pépiniéristes formés
26 971/55 986 producteurs formés
205/275 Op formées
34 781/34 781 sessions de formation organisées

Accompagnement

13 220/32 603 microprojets agropastoraux et halieutiques des OP accompagnés
29 182/80 738 Op accompagnées
345/366 OPA accompagnées
2/2 conventions signées
2/2 conventions signées avec PLANOPAC
190/484 Champs Ecole des Producteurs réalisés
16/16 conventions « cadre de partenariat » avec des agrobusiness signées
17 041/19 788 Groupes de producteurs accompagnés
166 607/476 343 producteurs accompagnés
4/4 structures faîtières des EMF suivies et encadrées
0/53 parcelles de démonstrations mises en place

Sensibilisation

338 438/3 462 000 producteurs sensibilisés
141/141 coopératives sensibilisées
137/137 PME sensibilisées
486/486 Gics sensibilisés
5/5 SARL sensibilisées
118/118 Associations sensibilisées

Production du matériel technique

44 500/44 500 fiches techniques produites et diffusées

Traitement du verger

10 700 / 11 800 ha du verger cacao traités aux fongicides de contact
42 000 / 67 000 ha du verger café robusta traités aux fongicides de contact
17 500 / 24 000 ha du verger café arabica traités aux fongicides de contact
10 500 / 23 720 ha du verger cacao traités aux fongicides systémiques
42 000 / 56 400 ha du verger café robusta traités aux fongicides systémiques
22 000 / 27 000 ha du verger cacao traités aux insecticides
36 000 / 66 200 ha du verger robusta traités aux insecticides
15 000 / 36 000 ha du verger Arabica traités aux insecticides
1 132 ha du verger cacao fertilisés

	3 836 ha du verger caféier robusta fertilisés 1 676 ha du verger café arabica fertilisés 705/1205 ha du maïs fertilisés Mise en place des stocks de sécurité et amélioration du stockage existant 0/600 tonnes de riz paddy stockées 0/500 tonnes de sorgho stockées 0/1760 tonnes de maïs stockées Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence 1/1 étude réalisée Appui aux cultures à haute valeur nutritive 30/30 kits en semences et petits matériels agricoles acquis et distribués Evaluation périodique de la campagne et des disponibilités alimentaires et de l'état nutritionnel dans les zones à risque 1/1 enquête réalisée Enquête produite sur les marchés de référence 1/1 enquête réalisée	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	76,38%.	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 38 561 113 439	CP 38 559 863 439
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 28 866 230 561	Ecart CP 28 866 230 561
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 35 407 139 067	CP 35 055 367 510
TAUX DE CONSOMMATION	91,82 %	90,91 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Certaines ressources ont été débloquées en régie et leurs activités sont en cours ; Les difficultés dans l'utilisation des ressources des activités logées dans le PLANUT ; La majorité des réalisations liées au développement des filières agricoles ont été faites par des Projets/sociétés sous-tutelle avec les ressources de l'année n-1 ; La tension de trésorerie n'a pas permis de respecter la programmation des activités faite par ces structures ; Les difficultés liées au déblocage des fonds n'ont pas permis la réalisation à date des activités programmées.	

PERSPECTIVES
2018

Renforcer le dispositif d'appui à la production et à la diffusion du matériel végétal de qualité ;
 Renforcer le dispositif d'appui à l'acquisition et à la distribution du fertilisants et des biofertilisants ;
 Renforcer le dispositif d'appui à la protection du verger ;
 Poursuivre le renforcement des capacités des producteurs sur les techniques modernes de production/stockage/commercialisation/ transformation ;
 Appuyer davantage les OP en matériels et outillage agricoles ;
 Accélérer le processus de production locale des engrais et autres intrants agricoles à grande échelle et à moindre coût ;
 Suivre la situation alimentaire des populations et de la production agricole dans les zones vulnérables ;
 Poursuivre la distribution des denrées alimentaires dans les zones à risque ;
 Renforcer le dispositif de constitution de stocks de sécurité en denrées alimentaires ;
 Poursuivre le processus de labellisation d'autres produits agricoles ;
 Elaborer les manuels de procédures d'inspection phytosanitaire ;
 Finaliser l'avant-projet de loi sur l'agriculture biologique ;
 Contribuer à l'avant-projet de loi sur la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun ;
 Systématiser les tests de conformité des appareils de traitement, des semences;
 Procéder à l'équipement du laboratoire d'analyse des intrants et des produits agricoles ;
 Poursuivre le processus de dématérialisation du commerce extérieur ;
 Accélérer le processus de mise en place d'un dispositif d'alerte sur les bonnes pratiques agricoles ;
 Construire une Serre de germination pour les opérations de certification semencière et de quarantaine végétale ;
 Poursuivre le processus de dématérialisation du commerce extérieur.
 Poursuivre et renforcer le dispositif d'inspection et de contrôle des intrants agricoles ;
 Poursuivre la certification en laboratoire des pesticides, des semences et des engrais ;
 Poursuivre la mise en place du dispositif de lutte contre la chenille légionnaire d'automne.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION VÉGÉTALES									
OBJECTIF	Augmenter le niveau de production des filières stratégiques								
Indicateur	Intitulé:		Taux de croissance du PIB agricole				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		3.200000047683716						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		8.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Production semences et matériel végétal de qualité CACAO/CAFES 21 678 / 57 500 géniteurs de cacaoyer produits et distribués 129 462 / 200 000 cabosses de cacao produites et distribuées 6,5 ha / 22 ha de champs semenciers de cacaoyer créés 1,75 ha / 1,75 ha de champs semenciers de cacaoyer réhabilités 46,5 ha / 46,5 ha de champs semenciers de cacaoyer entretenus 1 ha / 4 ha de parc à bois de cacaoyer créés 7,25 ha / 7,25 ha de parc à bois de cacaoyer entretenus 9 979 742 / 10 636 900 plants de cacao produits et distribués 72 720 / 150 000 géniteurs de caféier robusta produits et distribués 622 213 / 2 029 500 plants de café robusta produits et distribués 2 102 918 / 3 000 000 boutures enracinées de caféier robusta produits et distribués 2 691 161 / 4 103 000 plants de café arabica produits et distribués 0 / 2 ha de champs semenciers de caféier arabica réhabilités 21,2 ha / 21,2 ha de champs semenciers de caféier arabica entretenus 3,1ha / 4 ha de champs semenciers de caféier robusta réhabilités 24,5 ha / 24,				65,87%		
	CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
AE		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
64 008 344 000		64 007 094 000	37 005 535 992	37 004 285 992	33 876 561 683	33 524 790 130	91,54 %	90,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Développement des chaînes de valeurs ; - Insécurité transfrontalière couplée à la tension sociale dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - Insécurité alimentaire ; - Changements climatiques ; - Suppression des comptes 42, 45 et 47 intervenus courant février-mars 2017 n'ayant pas permis le démarrage à temps des activités programmées, alors que tous les engagements étaient déjà effectués suivant la procédure usuelle ; - Transfert des ressources du PLANUT pour la préparation de la CAN 2019.								

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Appui à la production et à la distribution du matériel végétal de qualité ; Production semences et matériel végétal de qualité 21 678 / 57 500 géniteurs de cacaoyer produits et distribués 129 462 / 200 000 cabosses de cacao produites et distribuées 9 979 742 / 10 636 900 plants de cacao produits et distribués 72 720 / 150 000 géniteurs de caféier robusta produits et distribués 622 213 / 2 029 500 plants de café robusta produits et distribués 2 102 918 / 3 000 000 boutures enracinées de caféier robusta produits et distribués 2 691 161 / 4 103 000 plants de café arabica produits et distribués 3,4 / 4 tonnes de riz certifiés acquises 1700 / 2090 kg de semences de base de riz acquises et distribuées 10 / 410 tonnes de semences certifiées de riz acquises et distribuées 85,4 / 25 tonnes de semences de base de maïs acquises et distribuées 1222 / 3412 tonnes de semences certifiées de maïs acquises et distribuées 107 000 / 300 000 de graines germées de palmier à huile acquises et distribuées 475 630 / 611 726 plants de palmier à huile certifiés acquis et distribués 3 280 000 / 3 000 000 boutures de manioc de base produites 11 196 183 / 72 491 131 de boutures de manioc certifiées produites Acquisition et distribution des engrais aux producteurs ; 283/363 tonnes d'engrais Spécial Cacao acquises et distribuées 419/576 tonnes d'engrais Spécial café arabica acquises et distribuées 959/1379 tonnes d'engrais Spécial café robusta acquises et distribuées 22/202 tonnes de NPK 10 30 10 acquises et distribuées 544/544 tonnes de NPK 10 12 12 acquises et distribuées 50/50 tonnes de NPK 14 23 14 acquises et distribuées 579/579 tonnes de NPK acquises et distribuées 283/283 litres d'engrais foliaires acquis et distribués 1 140 /19 140 tonnes d'Urée acquises et distribuées 72/72 m3 de terre noire acquis et distribués 300,6/312,6 tonnes de compost acquises et distribuées - Acquisition et distribution du matériel agricole aux producteurs ; - Appui à la protection du verger ; 10 700 / 11 800 ha du verger cacao traités aux fongicides de contact 42 000 / 67 000 ha du verger café robusta traités aux fongicides de contact 17 500 / 24 000 ha du verger café arabica traités aux fongicides de contact 10 500 / 23 720 ha du verger cacao traités aux fongicides systémiques 42 000 / 56 400 ha du verger café robusta traités aux fongicides systémiques 22 000 / 27 000 ha du verger cacao traités aux insecticides 36 000 / 66 200 ha du verger robusta traités aux insecticides 15 000 / 36 000 ha du verger Arabica traités aux insecticides 1 132 ha du verger cacao fertilisés 3 836 ha du verger caféier robusta fertilisés 1 676 ha du verger café arabica fertilisés 705/1205 ha du maïs fertilisés - Mise en place et entretien des champs semenciers ; - Organisation des activités d'information et de sensibilisation ; - Accompagnement des OP à la mise en place des unités de production.
---	--

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- la tension de trésorerie n'a pas permis de respecter la programmation des activités faite par ces structures ; - les difficultés liées au déblocage des fonds n'ont pas permis la réalisation à date des activités programmées.
Perspectives 2018	- renforcer le dispositif d'appui à la production et à la diffusion du matériel végétal de qualité ; - renforcer le dispositif d'appui à l'acquisition et à la distribution du fertilisants et des biofertilisants ; - renforcer le dispositif d'appui à la protection du verger ; - poursuivre le renforcement des capacités des producteurs sur les techniques modernes de production/stockage/commercialisation/ transformation ; - Appuyer davantage les OP en matériels et outillage agricoles ; - Accélérer le processus de production locale des engrais et autres intrants agricoles à grande échelle et à moindre coût ; - Poursuivre la mise en place du dispositif de lutte contre la chenille légionnaire d'automne.

Action 02 DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES								
OBJECTIF	Améliorer la qualité des produits agricoles							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des principaux produits agricoles normés et labélisés au Cameroun				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		5.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Appui au processus de labellisation et de certification 2/2 drafts de guide d'utilisation des appareils de traitement et d'inspection et de contrôle des intrants agricoles et autres articles réglementés élaborés Appui à la lutte contre l'insécurité alimentaire : 30/100 groupes de producteurs soutenus dans la production des cultures à haute valeur nutritive 1/1 document d'appui à la production de l'index phytosanitaires 2/2 sessions du Conseil phytosanitaires organisés				82,50 %	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	190 000 000	190 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Signature des accords de partenariat économique avec l'Union Européenne dans le souci d'assurer une meilleure compétitivité des produits agricoles ; - Mise en œuvre des accords de l'OMC ; - Développement de la chaîne des valeurs des produits agricoles.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Processus de labellisation et de certification ; 2/2 drafts de guide d'utilisation des appareils de traitement et d'inspection et de contrôle des intrants agricoles et autres articles réglementés élaborés - Inspection et contrôle des produits agricoles ; - Renforcement du système d'information phytosanitaire au Cameroun.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources ont été débloquées en régie et les activités sont en cours.							
Perspectives 2018	- Définir les normes de commercialisation/transformation/conservation des produits agricoles ; - Poursuivre le processus de labellisation d'autres produits agricoles ; - Elaborer les manuels de procédures d'inspection phytosanitaire ; - Définir les normes d'emballages et d'étiquettes des produits agricoles et alimentaires; - Finaliser l'avant-projet de loi sur l'agriculture biologique ; - Contribuer à l'avant-projet de loi sur la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun ; - Systématiser les tests de conformité des appareils de traitement, des semences; - Procéder à l'équipement du laboratoire d'analyse des intrants et des produits agricoles ; - Poursuivre le processus de dématérialisation du commerce extérieur. - Accélérer le processus de mise en place d'un dispositif d'alerte sur les bonnes pratiques agricoles.							

Action 03 REDUCTION DES RISQUES D'INSECURITE ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE

OBJECTIF	Améliorer quantitativement et qualitativement le niveau de sécurité alimentaire de l'ensemble des populations								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de la population nationale touchée par l'insécurité alimentaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		10.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		5.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Mise en place des stocks de sécurité et amélioration du stockage existant 320/600 tonnes de riz paddy stockées 682,6/1000 tonnes de sorgho stockées 5964,7/7925 tonnes de maïs stockées Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence 1/1 étude réalisée Appui aux cultures à haute valeur nutritive 30/30 kits en semences et petits matériels agricoles acquis et distribués Evaluation périodique de la campagne et des disponibilités alimentaires et de l'état nutritionnel dans les zones à risque 500/500 membres d'OP sensibilisés dans le cadre de l'insécurité alimentaire 1/1 enquête réalisée Enquête produite sur les marchés de référence 1/1 enquête réalisée				57,14 %. Les activités ont été prévues dans le cadre du PLANUT.		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 922 000 000	2 922 000 000	1 121 998 775	1 121 998 775	1 096 998 752	1 096 998 750	97,77 %	97,77 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- insécurité transfrontalière couplée à la tension sociale dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - invasion des criquets migrateurs, des chenilles légionnaires et des dégâts d'oiseaux granivores ;								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Etude d'évaluation de l'impact de la sécurité alimentaire ; Etude d'évaluation de la situation sanitaire des aliments et des principaux problèmes alimentaires ; Etude de caractérisation des zones agro écologiques en zones des moyennes d'existence ; Valorisation des cultures à haute valeur nutritive : 30/30 kits en semences et petits matériels agricoles acquis et distribués dans le septentrion et l'Est ; Formation des prestataires du niveau communautaire (AVZ, Animateur) à la promotion de l'allaitement du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et suivi de la mise en œuvre de l'ANJE dans les communautés ciblées.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les difficultés de décaissement des ressources des activités logées dans le PLANUT ; - La tension de trésorerie n'ayant pas permis de respecter le calendrier d'exécution.								
Perspectives 2018	- Suivre la situation alimentaire des populations et de la production agricole dans les zones vulnérables ; - Poursuivre la distribution des denrées alimentaires dans les zones à risque ; - Renforcer le dispositif de constitution de stocks de sécurité en denrées alimentaires.								

Action 04 DEVELOPPEMENT DES NORMES ET LABELS DES INTRANTS AGRICOLES.

OBJECTIF	Améliorer la qualité des intrants agricoles							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des intrants agricoles normés et labélisés au Cameroun				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE <	

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 393

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL ET
DE PRODUCTION

Responsable du programme

FALAINA
Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer les performances des facteurs fondamentaux de production et le cadre de vie en milieu rural	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de la production issue des exploitations modernes et évolution du taux d'exode rural
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	10.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	60.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU SECTEUR Action 02: DÉVELOPPEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES Action 03: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL Action 04: SOUTIEN À L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES	
DOTATIONS INITIALES	AE 20 957 260 000	CP 20 957 260 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	FALAINA, Directeur des Etudes, des Programme et de la Coopération	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Financement des caisses villageoises ; Equipement des caisses villageoises ; Construction des réseaux d'irrigation ; Construction des forages équipés à PMH ; Construction des Châteaux/Barrages de rétention d'eau ; Aménagement des grands et petits périmètres irrigables ; Acquisition des Moto pompes et accessoires ; Entretien des pistes agricoles ; Construction, réhabilitation et équipement des Centres d'Education et d'Actions Communautaires (CEAC) ; Construction d'un dortoir en matériaux provisoires ; Construction/Achèvement des cases Communautaires ; Construction et aménagement des ouvrages d'art sur pistes agricoles ; Acquisition des machines hydraformes pour la production des briques stabilisées pour le compte du Programme d'Appui à l'Installation des Jeunes Agriculteurs (PAIJA), dans le but d'améliorer le cadre vital des jeunes agriculteurs, tout en créant une dynamique d'emploi formel ; Construction et équipement des centres multimédia.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	55,43%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 14 017 410 084	CP 14 017 410 084
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 6 939 849 916	Ecart CP 6 939 849 916
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 7 208 145 254	CP 6 850 145 248
TAUX DE CONSOMMATION	51,42 %	48,87 %

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Difficulté de l'utilisation des ressources relatives aux activités du PLANUT - Le rôle d'ingénieur de marché dévolu au MINADER concernant les infrastructures rurales n'est pas toujours respecté par d'autres administrations techniques sur le terrain ; - Les dotations pour la réalisation des forages ont été faites sans tenir compte des réalités locales ; ce qui rend difficile leur réalisation dans certaines zones ; - Les appuis financiers destinés aux GP ont été débloqués et sécurisés dans les comptes bancaires du projet ACEFA mais ne sont pas encore tous à la disposition desdits groupes des zones d'insécurité transfrontalière et de tension sociale.
PERSPECTIVES 2018	-Poursuivre la réalisation d'infrastructures du monde rural (magasins de stockage, cases communautaires, marchés de ravitaillement, postes agricoles, etc.) ; -Poursuivre la mise en œuvre des opérations prioritaires de développement de la zone Bakassi et du Lac Tchad (Volet MINADER) ; - Poursuivre les appuis en capital aux EMF et aux OP ; - Poursuivre la construction et l'équipement des EMF ; - Poursuivre la mise en œuvre de la politique de décentralisation ; - Doter les services déconcentrés des moyens adéquats pour le suivi des ressources transférées aux CTD ; -Poursuivre les opérations d'aménagement des espaces favorables à l'agriculture ; -Prendre en compte les réalités locales dans les allocations des coûts unitaires des forages ; -Poursuivre les appuis en équipements agricoles aux OPA ; -Diversifier le type d'équipements et les orienter vers les autres maillons de la chaîne agricole.

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU SECTEUR								
OBJECTIF	Améliorer l'accès des exploitations agricoles, (petites et moyennes au financement)							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des exploitations agricoles (petites et moyennes ayant reçues les subventions et/ou crédits)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		15.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		40.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Appui aux EMF 2/2 coffres forts acquis 20/20 caisses villageoises financées 11/20 EMF financés Appui aux OP 76/76 microprojets des jeunes diplômés financés 56/56 sous-projets nutrition des femmes financés 57/57 sous-projets des coopératives financés 16/16 agro business ayant signé des conventions avec des coopératives 851/1800 projets des GP financés 18/80 projets des OPA financés				61,6%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 075 000 000	1 075 000 000	1 210 681 411	1 210 681 411	1 210 681 223	1 210 681 221	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	insécurité transfrontalière et tension sociale dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Appui aux EMF 2/2 coffres forts acquis 20/20 caisses villageoises financées 11/20 EMF financés Appui aux OP 76/76 microprojets des jeunes diplômés financés 56/56 sous-projets nutrition des femmes financés 57/57 sous-projets des coopératives financés 16/16 agro business ayant signé des conventions avec des coopératives 851/1800 projets des GP financés 18/80 projets des OPA financés Equipement des EMF ; Appui à la construction des EMF.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les appuis financiers destinés aux GP ont été débloqués et sécurisés dans les comptes bancaires d'ACEFA mais ne sont pas encore tous à la disposition des groupes de producteurs des zones d'insécurité transfrontalière et de tension sociale.							
Perspectives 2018	- Poursuivre les appuis en capital aux EMF et aux OP ; - Poursuivre la construction et l'équipement des EMF ;							

Action 02 DÉVELOPPEMENT DES AMÉNAGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES								
OBJECTIF	Mettre en place les conditions de valorisation optimale de ressources en terre							
Indicateur	Intitulé:	Superficie de terres agricoles aménagées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	10.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	25.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Appui aux aménagements des espaces agricoles 0/1 périmètre hydro agricole aménagé (PLANUT) 740/740 Ha de terres aménagées 0/1 complexe de conditionnement et de stockage de 5000 tonnes de semences de maïs à BATCHENGA construit (PLANUT) Construction et équipement des points d'eau : 289/327 forages équipés PMH construits et équipés 3/5 mini adduction d'eaux construites 14/13 sources aménagées 3/3 forages équipés PMH réhabilités Construction/réhabilitation des fermes semencières : 4/4 fermes de multiplication réhabilitées					15%	
	CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE
AE		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
8 117 460 000		8 117 460 000	5 956 955 745	5 956 955 745	2 261 652 672	2 261 652 672	36,05 %	36,05 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre du PLANUT -Poursuite du transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales décentralisées ; -Faible maîtrise des procédures budgétaires et techniques par les CTD ne favorisant pas toujours la réalisation des infrastructures programmées.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Appui aux aménagements des espaces agricoles ; - Construction et équipement des points d'eau.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-Difficulté de décaissement des fonds relatifs aux activités du PLANUT -Le rôle d'ingénieur de marché dévolu concernant les infrastructures rurales n'est pas toujours respecté par d'autres administrations techniques sur le terrain ; -Les dotations pour la réalisation des forages ont été faites sans tenir compte des réalités locales ; ce qui rend difficile leur réalisation. -Le faible niveau de maîtrise des procédures de dépenses budgétaires des fonds publics par les CTD.							
Perspectives 2018	-Poursuivre la mise en œuvre de la politique de décentralisation ; -Doter les services déconcentrés des moyens adéquats au suivi des ressources transférées aux CTD. -Poursuivre les opérations d'aménagement des espaces favorables à l'agriculture ; -Prendre en compte les réalités locales dans les allocations des coûts unitaires des forages.							

Action 03 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU MONDE RURAL

OBJECTIF	Améliorer le cadre de vie des populations rurales								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'arrondissements ayant accès aux services de base (Points d'eau, Pistes)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		79.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		280.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-Ouverture des pistes agricoles ; -Réhabilitation des pistes agricoles ; 633 / 775 kilomètres de pistes agricoles réhabilitées 16 / 19 pistes agricoles réhabilitées 87,29 / 87,29 km de route bitumée -Construction d'ouvrages d'art ; 37/54 ouvrages d'art construits Construction, réhabilitation des bâtiments dortoirs pour jeunes agriculteurs 93/93 Centres de formation opérationnels 26/26 écoles de formation opérationnelles 12/12 logements pour jeunes agriculteurs construits 5/5 cases communautaires construites 13/14 magasins de stockage construits 2/2 CEAC construits 1/1 poste agricole construit 1/1 hangar de marché construit 5/5 bâtiments pour jeunes construits -Achèvement des bâtiments ; Equipement des bâtiments.				81,48%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	11 214 800 000	11 214 800 000	6 351 398 428	6 351 398 428	3 267 436 859	2 993 436 855	51,44 %	47,13 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Transfert des compétences aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation ; - Insécurité transfrontalière et tension sociale dans les régions du Nord-ouest et du sud-ouest ; - Viabilisation des zones du Lac Tchad et de BAKASSSI ; - Faible prise en compte de la circulaire du MINADER instituant le Chef Service Régional ou Départemental du Génie Rural et l'Amélioration du Cadre de Vie en milieu rural comme ingénieur de marché dans le cadre des ressources transférées ; - Faible prise en compte de la circulaire du MINMAP impliquant le MINADER et le MINEE dans la commission de réception des marchés relatifs à la construction des points d'eau.								

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Ouverture des pistes agricoles ; - Réhabilitation des pistes agricoles ; 633 / 775 kilomètres de pistes agricoles réhabilitées 16 / 19 pistes agricoles réhabilitées 87,29 / 87,29 km de route bitumée - Construction d'ouvrages d'art ; 37/54 ouvrages d'art construits Construction, réhabilitation des bâtiments dortoirs pour jeunes agriculteurs 93/93 Centres de formation opérationnels 26/26 écoles de formation opérationnelles 12/12 logements pour jeunes agriculteurs construits 5/5 cases communautaires construites 13/14 magasins de stockage construits 2/2 CEAC construits 1/1 poste agricole construit 1/1 hangar de marché construit 5/5 bâtiments pour jeunes construits - Achèvement des bâtiments ; Equipement des bâtiments.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Par souci de cohérence dans la consolidation des résultats, des réalisations de certains projets à composante multiple ont été intégrés dans cette action sans prise en compte des ressources financières y afférentes. Ce qui explique l'écart observé entre les taux d'exécution technique et financière.
Perspectives 2018	Poursuivre la réalisation d'infrastructures du monde rural (magasins de stockage, cases communautaires, marchés de ravitaillement, postes agricoles, etc.) Poursuivre la mise en œuvre des opérations prioritaires de développement de la zone Bakassi et du Lac Tchad (Volet MINADER) ;

Action 04 SOUTIEN À L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES

OBJECTIF	Améliorer l'accès des exploitants agricoles au matériel et aux équipements mécanisés								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de tracteurs pour 1000 ha (motoculteurs et tracteurs)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		0.12999999523162842						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		0.5						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Appui à la promotion de la mécanisation agricole 4/4 remorqueuses acquises 10/10 tracteurs acquis 1/1 camion benne acquis 2/2 engins de génie civil acquis 0/1 camion-citerne avec motopompe acquis (PLANUT) 0/1 chargeuse pelleteuse 428 E acquise (PLANUT) 0/1 niveleuse 140H acquise (PLANUT) 6/6 lames niveleuses 140 acquises 0/1 bull D7R acquis (PLANUT) 03/03 billonneuses acquises 01/01 pelle excavatrice acquise 02/02 broyeuses acquises 0/1 pelle chargeuse 950G acquise Appui des OPA en équipements et outillage agricoles 4/4 dépulpeuses acquises 2/2 séchoirs à gaz pour légumes frais				63,63%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	550 000 000	550 000 000	498 374 500	498 374 500	498 374 500	498 374 500	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Poursuite de la mécanisation agricole ; Mise en œuvre du PLANUT.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Appui à la promotion de la mécanisation agricole ; 4/4 remorqueuses acquises 10/10 tracteurs acquis 1/1 camion benne acquis 2/2 engins de génie civil acquis 6/6 lames niveleuses 140 acquises 03/03 billonneuses acquises 01/01 pelle excavatrice acquise 02/02 broyeuses acquises Appui des OPA en équipements et outillage agricoles. 4/4 dépulpeuses acquises 2/2 séchoirs à gaz pour légumes frais								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Par souci de cohérence dans la consolidation des résultats, des réalisations de certains projets du PLANUT à composante multiple ont été intégrées dans cette action sans prise en compte des ressources financières y afférentes. Ce qui explique l'écart observé entre les taux d'exécution technique et financière.								
Perspectives 2018	Poursuivre les appuis en équipements agricoles aux OPA ; Diversifier le type d'équipements et les orienter vers les autres maillons de la chaîne agricole.								

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 394

GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES
SPECIFIQUES A L'AGRICULTURE

Responsable du programme

TAMUNGANG NEE TAKA JUSTINE
Directeur du Développement Local et Communautaire

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer l'exploitation durable des terres arables dans le respects des contraintes environnementales	
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des superficies agricoles nationales utilisant des bonnes pratiques de la fertilité et respectant les contraintes environnementales
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.6000000238418579
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	2.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE Action 02: AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU Action 03: AMENAGEMENT DES RESSOURCES PEDOLOGIQUES	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 351 370 000	CP 3 351 370 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	TAMUNGANG NEE TAKA JUSTINE, Directeur du Développement Local et Communautaire	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Elaboration de la carte d'aptitude Acquisition d'un lot de matériel pour le compte de l'actualisation de la carte des sols : 1/1 imprimante traceuse 1/1 appareil photo 1/1 vidéo projecteur Mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Hydraulique Agricole 100 020/100 020 ha de périmètres hydroagricoles aménagés 636,25/725,5 m3 diguettes curées 22/22 km de canaux curés 39,0 /37,75 m3 de cordons pierreux aménagés et exploités 10/10 châteaux-barrages de rétention d'eau construits 10/10 bâches de pompage d'eau construites Sécurisation du patrimoine foncier du MINADER 10/10 titre foncier établi Sécurisation des fermes semencières 12/12 fermes sécurisées Appui à la Sécurisation foncière de l'ETA de Garoua 605/605 mètres linéaires de clôture de sécurisation réalisé Elaboration de la carte d'aptitude des sols 1/1 carte d'aptitude élaborée	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	99,50%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 262 241 850	CP 3 262 241 850
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 89 128 150	Ecart CP 89 128 150
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 240 454 715	CP 3 240 454 710
TAUX DE CONSOMMATION	99,33 %	99,33 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les activités programmées ont été réalisées.	
PERSPECTIVES 2018	Poursuivre la sécurisation du patrimoine foncier du MINADER ; Mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs pour la gestion des anticipations des demandes foncières ; Contribuer à la mise en place du plan d'affectation et de l'utilisation des terres agricoles ; Mise en place d'un plan de renforcement des capacités de nos acteurs déconcentrés sur la sécurisation du patrimoine foncier. Poursuivre les opérations d'aménagements des périmètres hydro-agricoles et mettre en place des mesures incitatives favorables à l'installation des jeunes et des femmes ; Promouvoir le développement des systèmes d'irrigation et de micro-irrigation. Poursuivre le processus d'élaboration de la carte d'aptitudes des sols.	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 AMÉLIORER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE								
OBJECTIF	Mettre en œuvre un plan national d'affectation des terres agricoles							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des terres agricoles effectivement affectées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		2.799999952316284					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		10.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Sécurisation du patrimoine foncier du MINADER 10/10 titre foncier établi Sécurisation des fermes semencières 12/12 fermes sécurisées Appui à la Sécurisation foncière de l'ETA de Garoua 605/605 mètres linéaires de clôture de sécurisation réalisé Elaboration de la carte d'aptitude des sols 1/1 carte d'aptitude élaborée				100%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	475 000 000	475 000 000	406 972 209	406 972 209	399 971 209	399 971 209	98,28 %	98,28 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Disponibilité des terres favorables à l'agriculture et encore inexploitées dans certaines zones agro écologiques (plaine centrale) ; - Accaparement des terres agricoles par certains tiers au détriment des ayant-droits ; - Epuisement des terres agricoles dans certaines zones à forte pression démographique ; - Promotion de l'entrepreneuriat agricole jeune, source de conflits fonciers ; - Emprise des populations riveraines sur le patrimoine foncier du MINADER (fermes semencières, espaces abritant les services déconcentrés).							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Sécurisation du patrimoine foncier du MINADER 10/10 titre foncier établi Sécurisation des fermes semencières 12/12 fermes sécurisées Appui à la Sécurisation foncière de l'ETA de Garoua 605/605 mètres linéaires de clôture de sécurisation réalisé Elaboration de la carte d'aptitude des sols 1/1 carte d'aptitude des sols en cours d'élaboration.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités programmées ont été réalisées.							
Perspectives 2018	- Poursuivre la sécurisation du patrimoine foncier du MINADER ; - Mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs pour la gestion des anticipations des demandes foncières ; - Contribuer à la mise en place du plan d'affectation et de l'utilisation des terres agricoles ; - Mise en place d'un plan de renforcement des capacités de nos acteurs déconcentrés sur la sécurisation du patrimoine foncier.							

Action 02 AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU

OBJECTIF	Mettre en œuvre les projets d'aménagement des ressources en eau								
Indicateur	Intitulé:		Superficies des terres agricoles irriguées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		33000.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		100000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Hydraulique Agricole 100 020/100 020 ha de périmètres hydroagricoles aménagés 636,25/725,5 m3 diguettes curées 22/22 km de canaux curés 39,0 /37,75 m3 de cordons pierreux aménagés et exploités 10/10 châteaux-barrages de rétention d'eau construits 10/10 bâches de pompage d'eau construites				98,5%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 876 370 000	1 876 370 000	1 855 269 641	1 855 269 641	1 840 483 506	1 840 483 501	99,2 %	99,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Faible niveau des précipitations annuelles ; - Demande alimentaire de plus en plus croissante ; - Effets des changements climatiques (inondations, sécheresse)								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Hydraulique Agricole 100 020/100 020 ha de périmètres hydroagricoles aménagés 636,25/725,5 m3 diguettes curées 22/22 km de canaux curés 39,0 /37,75 m3 de cordons pierreux aménagés et exploités 10/10 châteaux-barrages de rétention d'eau construits 10/10 bâches de pompage d'eau construites Aménagement des périmètres hydroagricoles (100 020/100 020 ha de périmètres hydroagricoles aménagés)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités programmées ont été réalisées.								
Perspectives 2018	- Poursuivre les opérations d'aménagements des périmètres hydro-agricoles et mettre en place des mesures incitatives favorables à l'installation des jeunes et des femmes ; - Promouvoir le développement des systèmes d'irrigation et de micro-irrigation.								

Action 03 AMENAGEMENT DES RESSOURCES PEDOLOGIQUES

OBJECTIF	Restaurer la fertilité des sols								
Indicateur	Intitulé:		Superficies des terres bénéficiant des techniques de conservation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		35000.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		200000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Elaboration de la carte d'aptitude Acquisition d'un lot de matériel pour le compte de l'actualisation de la carte des sols : 1/1 imprimante traçeur 1/1 appareil photo 1/1 vidéo projecteur				100%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Forte demande des terres pour la mise en place des moyennes et grandes exploitations agricoles.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Elaboration de la carte d'aptitude 1/1 imprimante traçeur								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'activité programmée a été réalisée.								
Perspectives 2018	Poursuivre le processus d'élaboration de la carte d'aptitudes des sols								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

- 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE**
- 3.2. LEÇONS APPRISES**
- 3.3. PERSPECTIVES 2018**